

Université Bordeaux Montaigne

École Doctorale Montaigne Humanités (ED 480)

Laboratoire MICA (EA 4426)

THÈSE DE DOCTORAT EN « SCIENCES DE L'INFORMATION
ET DE LA COMMUNICATION »

**Comment les Informations Internationales
sont construites-
Le cas du Printemps Arabe**

Présentée et soutenue publiquement le 29 mars 2019 par

Sawsan ATALLAH BIDART

Sous la direction de

Noble AKAM

Membres du jury

Noble AKAM, MCF HDR, Université Bordeaux Montaigne, Directeur de thèse

Pierre FEUILLY, Journaliste-Expert, Agence France-Presse

Michail MEIMARIS, Professeur émérite, Université d'Athènes, Rapporteur

Habib RAMMAL, Professeur, Université Libanaise, Rapporteur

Lise VIEIRA, Professeur émérite, Université Bordeaux Montaigne

Résumé

Cette thèse utilise une approche de type théorie ancrée, en constituant un corpus de 252 vidéos d'informations, diffusées par Al Jazeera English, Press TV English, euronews English et France 24 English, sur les événements du Printemps Arabe, pour apporter des réponses aux trois questions suivantes : [QR1] : Comment les institutions dominantes de l'information ont-elles affecté le flux de l'information internationale pendant les événements du Printemps Arabe ? [QR2] : Comment les événements du Printemps Arabe furent représentés sous forme de reportages ? Et [QR3] : Comment les contributions à l'information ont-elles été utilisées pour construire les reportages internationaux ?

Les vidéos d'informations du corpus sont étudiées à travers une Analyse Critique du Discours. Par conséquent, l'analyse est complétée par une recherche documentaire et par une recherche empirique, sous la forme d'interviews, sur les institutions dominantes de l'information du Printemps Arabe, comprenant les chaînes d'information mentionnées précédemment ainsi que l'agence de presse AFP et l'agence UGC Crowdspark. De plus, les paysages de l'information et des médias du Bahreïn, de l'Égypte, de la Libye, de l'Arabie Saoudite, de la Syrie, de la Tunisie et du Yémen, entre 2011 et 2013, ont également été étudiés à partir de recherche documentaire. Il est apparu que tous ces pays avaient des lois strictes sur l'accès à l'information et la publication, tout particulièrement quand ces informations concernaient les autorités, la religion ou la sécurité du pays, amenant des actes de censure stricts et des menaces, qui ont eux-mêmes conduit à l'autocensure chez les acteurs de l'information locaux et internationaux.

Cette recherche a montré que la plupart des événements du Printemps Arabe ont été représentés en utilisant des images des lieux des événements, avec une représentation internationale minimale et avec des modèles de représentation de manifestations pacifiques lors des soulèvements en Égypte, en Syrie et au Yémen et des modèles de représentation d'émeutes violentes lors des soulèvements Bahreïnais et Tunisiens. Des modèles mettant en scène la destruction ou des explosions ont pu être observés dans les pays en proie à une quelconque forme de conflit, à savoir en Libye et en Syrie. Les images de mort et de souffrance étaient peu répandues et seulement prédominantes dans les informations représentant la mort de Gaddafi et l'attaque chimique dans le Ghouta. La majorité des interviews d'information ont donné voix aux acteurs importants des événements, par opposition aux experts sur le sujet.

L'analyse critique du discours a permis de formuler des théories sur l'utilisation des différents contenus dans les informations internationales, à savoir : les interviews, le contenu amateur, les chiffres et les pourcentages, les citations et le contenu de télévision publique.

Mots clés : construction des informations internationales, Printemps Arabe, Al Jazeera English, Press TV, euronews, France 24 English, interviews, contenu amateur, chiffres et pourcentages, citations, télévision publique

Table des Matières

I. Introduction	7
I.1. Buts et Objectifs	8
I.1.1. Questions de Recherche	9
I.1.2. Hypothèses de Recherche.....	10
I.1.3. Approche de Recherche et Méthodes	11
I.1.4. Justification de Recherche	12
I.1.5. Contribution à la littérature existante	12
I.1.6. Création du Corpus et Méthodologie de Recherche	16
II. Méthodologie	17
II.1. Approche de Recherche	17
II.2. Méthodes d'Analyse	18
II.3. Cadre Théorique	19
II.4. Développement de Recherche	23
III. Analyse des Institutions Dominantes	29
III.1. Al Jazeera English	29
III.2. Press TV	33
III.3. Euronews English	35
III.4. France 24 English	38
III.5. AFP	41
III.6. CrowdsparK	43
III.7. Bahreïn	45
III.8. Egypte	46
III.9. Libye	48
III.10. Arabie Saoudite	50
III.11. Syrie	52
III.12. Tunisie	55
III.13. Yémen	57
III.14. Théorisation sur l'utilisation de l'Interview dans les Informations	58
III.15. Remarques Conclusives sur l'Analyse des Institutions Dominantes	59

<i>IV. Théoriser le Rôle des Contributions à l'Information dans les Informations Internationales.....</i>	<i>63</i>
<i>IV.1. L'utilisation de Contenu Amateur.....</i>	<i>63</i>
<i>IV.2. L'Utilisation de Chiffres et de Pourcentages.....</i>	<i>65</i>
<i>IV.3. L'Utilisation de Citations</i>	<i>66</i>
<i>IV.4. L'Utilisation de Contenu de Télévision Publique.....</i>	<i>68</i>
<i>V. Conclusion de la Thèse</i>	<i>71</i>

I. Introduction

Dans de nombreuses années, ceux qui vivront hors du monde Arabe se souviendront des événements du Printemps Arabe comme d'une série de sons et de flash d'images provenant des écrans de leur télévision, de leur ordinateur ou de leur smartphone. Qu'ils fussent confortablement installés dans leur salle à manger en France pendant qu'ils regardaient les informations en famille, ou assis dans leur chambre-étudiant à Singapour, zappant sur les informations sur leur tablette, tous leurs souvenirs du Printemps Arabe subsistent du fait que les médias internationaux ont diffusé une représentation des événements qui se sont déroulés entre 2010 et 2013 quelque part dans le Monde Arabe. Quand des événements surviennent en des lieux reculés qui sont inaccessibles à un certain public, tout ce que les publics distants connaissent de tels événements est limité aux informations diffusées à propos de ces événements.

Les reportages diffusés depuis le Monde Arabe entre 2011 et 2013, regroupés par les médias internationaux en un seul événement global, le Printemps Arabe, parfois également appelé le Soulèvement Arabe, étaient des événements qui se sont produits mais qui ne sont pas devenus des informations automatiquement. Le processus par lequel des événements deviennent des informations comprend des méthodes d'encadrement qui permettent la médiatisation de ces événements afin de représenter des reportages qui englobent des régions, des peuples et des conflits. Plusieurs événements ont eu lieu dans le Monde Arabe entre 2011 et 2013 ; certains répertoriés en tant que Printemps Arabe, d'autres non, et certains même pas diffusés. Notre recherche met en évidence certains de ces événements catégorisés comme appartenant au Printemps Arabe, ou du moins, la résultante immédiate du Printemps Arabe, et essaie de comprendre la façon dont ces événements ont été traités afin de devenir des informations internationales, qui ont atteint des publics internationaux.

Le 17 Décembre 2010, un jeune Tunisien du nom de Mohammed Bouazizi, s'est immolé, en signe de protestation, devant un bâtiment gouvernemental, en Tunisie. La protestation de Bouazizi a été perpétuée par d'autres Tunisiens, conduisant à la chute du Président Ben Ali, le 14 Janvier 2011. Quelques semaines plus tard, les premières manifestations se tenaient sur la place Tahrir du Caire, cette fois à l'encontre du gouvernement égyptien et, avant le 11 Février 2011 le Président égyptien Mubarak était destitué. Quelques jours plus tard, en Lybie, le peuple commença ses manifestations à l'encontre du régime libyen. Le soulèvement en Lybie évolua rapidement en un conflit entre les forces de Gaddafi, les rebelles et une intervention

internationale, conduisant à la capture et au meurtre de Gaddafi le 20 Octobre 2011. Pendant ce temps, un soulèvement populaire avait également commencé dans un des pays du Golfe, le Bahreïn, où une intervention saoudienne avait été requise par le gouvernement bahreïni. Les manifestations continuèrent jusqu'en 2014 mais n'aboutirent pas à la chute du gouvernement. Egalement au même moment, plus au Nord, en Syrie, des soulèvements populaires avaient commencé, le 15 Mars 2011, pour finalement évoluer en guerre civile impliquant plusieurs acteurs internationaux, toujours en cours en 2018. A la même période, en Arabie Saoudite, de brefs épisodes de protestation furent apaisés par l'annonce du gouvernement d'octroyer le droit de vote aux femmes. Au Yémen voisin, le peuple descendit aussi dans la rue pour manifester, conduisant à une tentative d'assassinat du Président Saleh, l'obligeant à fuir le pays, pour revenir en Septembre 2011, pour fuir à nouveau, cette fois vers les Etats Unis en Janvier 2012, avant de quitter enfin le pouvoir en Février 2012.

Ces événements, soigneusement sélectionnés, constituent notre corpus d'information, construit à des fins de recherche, sur des épisodes du Printemps Arabe, qui nous permet d'observer de manière spécifique comment ils ont été présentés par les chaînes d'information internationales. Ces reportages seront donc utilisés en tant qu'exemples, ou plutôt en tant qu'échantillons d'épisodes ayant été représentés internationalement auprès de publics à travers le monde. Notre corpus d'informations se concentre également sur quatre chaînes de médias internationales qui ont publié leurs informations sur le Printemps Arabe sur des plateformes en ligne, spécifiquement YouTube ou leurs sites d'informations officiels sur Internet. Ces chaînes, Al Jazeera English, Press TV, euronews English et France 24 English, diffusent toutes leurs informations en anglais, à des publics à travers le monde, via la télévision et internet, avec deux de ces chaînes représentant les médias internationaux grand public du Moyen Orient et les deux autres représentant les médias internationaux grand public de l'Ouest, plus spécifiquement basées en France.

I.1. Buts et Objectifs

Cette thèse se concentre sur le problème de la représentation des événements internationaux en tant que reportages pour des publics répartis à travers le monde, en étudiant comment les informations sont traitées dans le contexte des événements du Printemps Arabe. Il nous est apparu que la représentation des informations concernant des événements internationaux posait

problème, en effet les publics internationaux n'ont pas accès, eux-mêmes, à ces événements. D'autre part, du fait de ces difficultés d'accessibilité, la représentation a toujours été la solution qui a permis aux publics d'entendre parler d'événements survenant en des lieux éloignés ; la représentation sera donc toujours un élément clé des études sur les médias. L'accessibilité aux théâtres d'événements internationaux peut être problématique pour au moins trois raisons. Tout d'abord, l'accessibilité est difficile, les publics étant éloignés géographiquement, et donc il est à la fois coûteux et chronophage d'accéder à ces sites. Ensuite, l'accessibilité présente des obstacles liés à des situations, souvent dangereuses ou à risques, près des lieux de l'événement, qui n'autorisent pas un accès aisé. Enfin, à cause de barrières linguistiques et culturelles, combinées aux passés socio-politique et économique des régions, l'accessibilité aux événements se complique, même pour ceux qui ont la volonté de se rendre sur ces lieux.

A travers cette thèse, notre objectif premier est de comprendre comment les événements du Printemps Arabe ont été représentés par les médias grand public auprès des publics internationaux, tout en comprenant également comment les informations sont construites. Afin d'atteindre ce but, notre objectif était d'identifier des questions de recherche spécifiques issues d'hypothèses sur la représentation des informations

I.1.1. Questions de Recherche

Tout en reconnaissant que la représentation est un problème global, notre objectif, à travers notre recherche, est de rechercher des réponses aux questions suivantes :

QR1 : Comment les institutions dominantes de l'information ont-elles affecté le flux de l'information internationale pendant les événements du Printemps Arabe ?

Notre recherche a pour objectif de se renseigner au sujet des différents acteurs et institutions de l'information dans chacun des pays étudiés. Notre curiosité pour le contexte médiatique, par rapport aux libertés d'expression et à l'accès à l'information, dans chacun des pays présents dans les reportages de notre corpus, nous permet d'identifier et de comprendre les divers acteurs et sources d'information contribuant au flux de l'information. Nous incluons, dans notre étude des différents acteurs de l'information, les gouvernements, les professionnels locaux et médias amateurs, les agences de presse et les chaînes internationales grand public, spécifiquement celles dans notre corpus. La réponse à cette question figure au Chapitre 3.

QR2 : Comment les événements du Printemps Arabe furent-ils représentés sous forme de reportages ?

Nous nous sommes particulièrement intéressés aux différents cadres utilisés par les chaînes de média internationales pour rapporter les reportages du Printemps Arabe. Afin de répondre à cette question, l'objectif de notre recherche est d'identifier les voix et les images du Printemps Arabe, en identifiant les préférences de format pour les informations, depuis les directs jusqu'aux interviews et reportages préparés. Notre recherche vise également à identifier les différentes séquences utilisées pour décrire les différents événements de notre corpus, tout en identifiant aussi la localisation géographique du journaliste et de la séquence. De plus, nous étudions l'utilisation d'interviews pour relater les reportages du Printemps Arabe, en identifiant les diverses questions utilisées, et en relevant aussi les différents types de personnes interviewées. Nous recherchons également la représentation internationale dans les reportages du Printemps Arabe. La réponse à cette question figure au Chapitres 3.

QR3 : Comment les contributions à l'information ont-elles été utilisées pour construire les reportages internationaux ?

Cette question prend en compte tout type de contributions à l'information, allant de séquences provenant des chaînes de télévision locales aux médias amateurs collaborateurs, ainsi que les chiffres et pourcentages fournis par d'autres acteurs et les citations et les déclarations des protagonistes des événements, et étudie la manière dont ces contributions à l'information sont combinées pour former l'information finale diffusée. Cette étude tente donc de comprendre l'utilisation des contributions à l'information dans la construction finale des reportages du Printemps Arabe et également de proposer des théories sur comment nos découvertes peuvent être appliquées aux informations internationales en général. La réponse à cette question figure au Chapitre 4.

I.1.2. Hypothèses de Recherche

Chacune de nos questions de recherche est le résultat de postulats posés à son point de départ. Ce sont nos hypothèses qui ont inspiré notre curiosité dans ce vaste sujet de recherche.

H1: Considérant QR1, notre supposition était que les événements passent par plusieurs étapes de perception, avant d'être représentés dans les informations en tant qu'histoire à valeur informative. Il était également présupposé que la production d'informations puisse être représentée sous la forme d'un diagramme des flux qui serait circulaire, dans lequel les membres du public pourraient être, et également seraient, des informateurs, fournissant des informations aux professionnels de l'information, qui, alors, diffuseraient les informations aux

publics. La position qui veut que la perception soit unique signifie inévitablement que l'interprétation d'un événement est également unique, et que l'information dans le flux d'information pourrait être affectée à chaque fois qu'elle est transmise à un autre acteur. Le flux d'information et les acteurs à l'intérieur de ce flux, ainsi que les différentes perceptions, ont conduit à QR1.

H2: Notre seconde hypothèse est liée à la première. Puisque notre première hypothèse établit que la perception des informations et leur interprétation sont uniques, donc, dans notre seconde hypothèse, nous supposons que des médias différents relateront les mêmes événements de manière différente. Ainsi, parce que chacun des événements de notre corpus avait un contexte particulier, avec des institutions d'information dominantes diverses, les médias traiteraient chaque événement différemment, et donc le représenteraient selon des cadres différents.

H3: Notre troisième hypothèse est ancrée dans la seconde, et affirme que les médias grand public peuvent dépeindre les événements en utilisant des éléments provenant des acteurs du flux d'informations, de sorte que chaque type de contenu peut avoir un rôle différent à jouer dans la représentation des événements en tant qu'histoire d'information. Nous croyons qu'il y a une contribution de l'information, plutôt qu'une co-construction du produit d'information final, car les différents acteurs du flux d'informations ne sont pas nécessairement conscients de la manière dont l'information ou l'élément rapporté sera intégré par les chaînes d'information grand public qui achètent ou utilisent leurs documents. C'est pour cette raison que nous nous interrogeons sur comment les éléments rapportés sont utilisés dans la représentation des événements.

I.1.3. Approche de Recherche et Méthodes

Afin de répondre à nos trois principales questions de recherche, une approche de type théorie ancrée a été choisie. Notre objectif, avec une telle approche, était d'utiliser nos découvertes, basées sur des données, pour proposer des théories applicables à la production d'informations internationales, y compris en dehors des événements du Printemps Arabe. Le chapitre 2 décrit l'approche de recherche mise en place tout en mettant en évidence et en détaillant les méthodes d'analyse de contenu et d'analyse critique du discours, qui ont guidé, à la fois, la construction de notre corpus puis la déconstruction de ce corpus afin d'en analyser les textes. Puisque l'analyse critique du discours appelle aussi une analyse des producteurs de discours dominants,

le chapitre 2 détaille également comment les entretiens avec les professionnels de l'information furent menés, avec pour but premier de faciliter la compréhension textuelle par une compréhension des institutions dominantes.

I.1.4. Justification de Recherche

Nous croyons qu'une bonne recherche peut questionner le savoir existant ou même y contribuer. Afin de questionner le savoir existant, les chercheurs peuvent explorer ce savoir afin de mettre en évidence ce qui devrait être questionné et ensuite le remettre en question au regard de données différentes. Afin de contribuer au savoir existant, les chercheurs se doivent d'identifier ce qui n'a pas été observé par d'autres chercheurs sur les mêmes données ou sur des données différentes. Et, pour que les résultats de la recherche se révèlent utiles, ils doivent avoir un impact - même minime – sur le savoir existant et la société.

Beaucoup de ce que les publics internationaux savent aujourd'hui des événements du Printemps Arabe, provient de ce qu'ils en ont vu ou entendu au travers des informations internationales. Il est donc essentiel que nous étudions comment les événements deviennent des reportages d'informations internationales. Il est également important de prendre du recul par rapport à la surcharge d'information constante à laquelle nous sommes soumis de nos jours, de disséquer les informations et de comprendre comment les événements du Printemps Arabe ont été représentés par les diffuseurs d'informations internationales. Il est important que les publics de par le monde comprennent les événements situés dans des lieux éloignés pour ce qu'ils sont, en dépit des obstacles dans la production d'informations (allant de la censure et la sécurité à l'expérience et la connaissance du journaliste), tout en comprenant également que les informations ne sont qu'une représentation de la réalité sur le terrain. Nous espérons donc que notre recherche servira à attirer l'attention de la société sur la façon dont les informations sont élaborées, et, dans les salles de presse, sur les effets médiatiques que la narration peut avoir sur le public et sur la trace historique laissée.

I.1.5. Contribution à la littérature existante

Lors de l'observation initiale de la recherche dans le domaine des informations et aussi dans celui du Printemps Arabe, nous avons identifié des manquements dans la littérature sur comment les événements du Printemps Arabe étaient représentés par les médias internationaux.

Par exemple, Alexa Robertson, de l'Université de Stockholm, a étudié les différentes formes narratives de résistance en comparant la couverture informationnelle globale du Printemps Arabe. Robertson a mené une analyse empirique afin d'explorer la manière dont la culture influence la production d'information, tout spécifiquement dans les salles de rédaction d'Al Jazeera English et de BBC World (Robertson 2012). De même, Ahmed K Al-Rawi a étudié comment le soulèvement populaire au Bahreïn fut décrit comme sectaire par les activistes bahreïnais sur Internet et les publics impliqués dans le processus de reformulation ou de *counterframing* [sic] (trad :contre formulation); ses études se concentrent sur les commentateurs YouTube (Al-Rawi 2015). Contrairement à notre recherche, qui ne s'attache pas à une seule forme de représentation en particulier, les études d'Al-Rawi recherchent les représentations sectaires en particulier et font ressortir ces représentations avec les commentateurs YouTube. Noura Alalawi a étudié la couverture médiatique des événements du Printemps Arabe en comparant les couvertures par Fox News et Al Jazeera. Mais, à la différence de notre recherche, qui utilise un corpus de reportages d'information pour tirer ses conclusions, l'étude comparative d'Alalawi est menée à travers une revue des critiques des chaînes par des sources indépendantes (Alalawi 2015). Banu Dagtas, de l'Université Anadolu en Turquie, a également étudié les discours d'information du Printemps Arabe dans les journaux turcs en utilisant l'analyse critique du discours, et contrairement à notre étude, qui a observé différents éléments dans les informations, l'étude fascinante de Dagtas examine spécifiquement les acteurs des informations en observant leur utilisation de citations, lexicalisation et préférences syntaxiques (Banu 2013). Une autre étude, trouvée dans la littérature, montre comment Rusi Jaspal a exploré comment les événements du Printemps Arabe ont été représentés dans deux journaux de langue anglaise particuliers en Iran (Jaspal 2014). L'étude de Jaspal se concentre sur les articles écrits plutôt que les vidéos, comme nous le faisons. De plus, l'objectif de Jaspal était de comprendre les thèmes dominants, dans la presse iranienne, sur les événements du Printemps Arabe, offrant un but différent de notre objectif, qui est de comprendre comment les informations du printemps Arabe ont été produites. La recherche fascinante de Zainab Abdul-Nabi se concentre sur la couverture du soulèvement bahreïni et de l'attaque chimique en Syrie en 2013 par Al Jazeera, en recherchant des mises en scènes de journalisme de paix, mais son étude révéla des mises en scènes de journalisme de guerre dans les deux cas (Abdul-Nabi 2015). Son étude diffère de la nôtre puisqu'elle se consacre à deux événements principaux dans lesquels elle recherche des formes spécifiques. Andrea Guzman a étudié l'évolution des manières de présenter l'information pendant le soulèvement égyptien de 2011 en utilisant l'analyse critique du discours sur les sites internet de Fox News et de CNN. Tandis que l'étude de Guzman utilise l'analyse critique du discours, tout comme nous, son étude se focalise uniquement sur un soulèvement, deux chaînes d'informations américaines et aboutit à une

compréhension de la manière selon laquelle la présentation des informations relatives à un événement évolue (Guzman 2016). Dans sa thèse de PhD, Ezzedine Abdelmoula utilise la théorie ancrée pour comprendre le rôle démocratisant d'Al Jazeera dans le Monde Arabe pendant les événements du Soulèvement Arabe (Abdelmoula 2012) ; sa recherche s'appuie sur des entretiens avec des journalistes plutôt que sur l'analyse des informations diffusées par la chaîne.

Hors du contexte du Printemps Arabe, nous pouvons apprendre d'autres recherches significatives sur la représentation des événements dans les informations, spécifiquement afin d'adopter les méthodes de recherches appropriées. Par exemple, l'étude de Van Dijk sur la manière dont la presse internationale a couvert l'assassinat du président-élu libanais Bechir Gemayel en 1982, reste exemplaire pour l'analyse critique du discours d'informations internationales (van Dijk 1988). Dans sa thèse de PhD, El-Ibiary utilise l'analyse du contenu et l'analyse critique du discours pour réaliser une analyse comparative des couvertures de l'invasion de l'Irak en 2003 par Al Jazeera et CNN (El-Ibiary 2006) ; son travail sert aussi d'exemple intéressant dans la combinaison, à la fois, de l'analyse du contenu et l'analyse critique du discours sur les informations internationales. De grandes leçons peuvent également être apprises de la recherche de Damome & Kambaja sur le Kiswahili dans les médias télévisés à Lubumbashi (Damome & Kambaja 2012). De même, l'étude d'Abi Karam sur la couverture médiatique nationale libanaise de la crise environnementale au Liban est un exemple supplémentaire d'utilisation d'analyses quantitatives et qualitatives pour comprendre la représentation dans les informations (Abi Karam 2014). Il s'agit seulement de quelques recherches sur la représentation d'événements par les médias.

Une grande partie de la recherche en lien avec le Printemps Arabe et les médias est étroitement liée à la manière dont les plateformes de réseaux sociaux ont été utilisées pour, à la fois, diffuser les informations localement et à l'international et organiser les manifestations locales. Aday et al ont analysé le rôle des réseaux sociaux dans les manifestations du Printemps Arabe en 2011 et 2012 en utilisant, pour cadre de référence, l'étude du rôle des nouveaux médias dans les mouvements politiques (Aday et al. 2012). Alhindi et al ont également étudié le rôle de la technologie moderne lors du Printemps Arabe (Alhindi et al. 2012). Une étude par Wolfsfeld et al tente de prouver que le rôle des réseaux sociaux dans les manifestations ne peut être étudié qu'en corrélation avec le contexte politique et que l'utilisation des réseaux sociaux augmentera le nombre des manifestations (Wolfsfeld et al. 2013). Allagui et Kuebler ont étudié le rôle des Technologies de l'Information et de la Communication durant le Printemps Arabe (Allagui & Kuebler 2011), tandis que Russell a étudié le flux de l'information en Egypte utilisant les réseaux sociaux pendant le soulèvement de 2011 (Russell 2011). Bruns a élaboré une étude sur les publics des réseaux sociaux durant le Printemps Arabe (Bruns et al. 2013). Jamali a exploré

l'utilisation des réseaux sociaux numériques lors des soulèvements dans le Monde Arabe (Jamali 2014). Fenniche a étudié comment les plateformes des réseaux sociaux, en tant qu'espaces publics de construction, permettaient la désintermédiation dans le cas de la révolte tunisienne (Fenniche 2013). Egalement, Ben Amor a étudié le journalisme citoyen sur Internet, fournissant un regard sur la relation entre les médias grand public et Facebook lors de la révolution en Tunisie (Amor & Amor 2013). Une autre étude, par Rigoni et al, montre comment les médias grand public et les mouvement sociaux peuvent collaborer (Rigoni et al. 2015). Lim a étudié comment différents médias, formant un réseau hybride, ont créé des récits sur Bouazizi en Tunisie (Lim 2013). Ce ne sont que quelques études qui se sont concentrées sur l'utilisation des réseaux sociaux lors du Printemps Arabe ; il y en a beaucoup d'autres (Tudoroiu 2014; Howard et al. 2011; Brouwer & Bartels 2014; Lynch et al. 2013; Al-Jenaibi 2016).

D'autres axes de recherche en lien avec le Printemps Arabe existent ; par exemple, nous avons également pu trouver une recherche sur la censure lors des événements du Printemps Arabe (Greenwald 2012). Al-Saqaf a analysé les outils pour éviter la censure sur Internet lors de la révolution syrienne (Al-Saqaf 2016). Certains chercheurs ont aussi étudié l'impact du Printemps Arabe ; par exemple, Sharobeem a étudié l'impact du Printemps Arabe sur une université spécifique en Egypte (Sharobeem 2015), tandis que d'autres ont étudié comment le journalisme avait un rôle dans l'écriture ou la réécriture de l'Histoire ; par exemple, Jorndrup a étudié comment la couverture médiatique danoise du Printemps Arabe a fait des références historiques à l'Histoire révolutionnaire Européenne (Jorndrup 2012).

Notre recherche aspire à contribuer à la recherche sur la représentation des informations internationales en proposant des théories fondées sur des données significatives, uniques et représentatives. De plus, notre recherche souhaite contribuer à la recherche sur la représentation des événements du Printemps Arabe en observant comment plusieurs événements, dans plusieurs pays, furent représentés sur une durée excédant les premiers soulèvements qui se produisirent. Par exemple, notre corpus s'étend au-delà de l'éviction de Mubarak en Egypte ; il couvre également l'élection de Morsi, ses efforts pour acquérir davantage de pouvoir et sa chute, consécutive d'un nouveau soulèvement populaire. De même, le corpus d'informations ne se concentre pas seulement sur le soulèvement du peuple contre le régime en Lybie ; il couvre aussi le conflit international qui s'y est déroulé jusqu'à la capture et la mort de Gaddafi. Nos vidéos d'informations sur la Syrie ne se limitent pas à la rébellion des syriens, mais comprend également d'autres moments clés ; tels que le premier discours d'Assad au monde suite aux soulèvements, la démission de son gouvernement, la déclaration de guerre civile et l'attaque à l'arme chimique du Ghoutta. D'autres événements, tels que le droit de vote aux femmes en Arabie Saoudite, la couverture du Yemen, du Bahreïn et de la Tunisie sont aussi inclus. Ces

événements sont discutés plus loin dans le Chapitre Méthodologie. Bien que nous comprenions que les événements des Révolutions Arabes soient uniques en tant que tels, et donc sujet à des analyses séparées, nous reconnaissons également la nécessité d'études pour regrouper les informations de différents pays en un seul document, afin de mettre en évidence les similitudes qui peuvent exister.

I.1.6. Création du Corpus et Méthodologie de Recherche

Il nous a été impossible de trouver des corpus déjà créés regroupant des vidéos d'informations d'Al Jazeera English, Press TV, euronews English et France 24 English, offrant une couverture des événements étudiés par cette thèse. Notre corpus unique d'événements d'informations est donc une nouvelle contribution à la recherche sur les informations internationales. Les méthodes utilisées pour construire notre corpus d'informations sont aussi détaillées dans notre Chapitre Méthodologie, et pourront servir à aider à la construction de corpus pour de futures études. La méthodologie de recherche utilisée, basée sur la théorie ancrée, est également détaillée, utilisant à la fois analyse du contenu et analyse critique du discours. La méthodologie pourra également servir d'exemple pour de prochaines études.

En conclusion, notre thèse est essentielle, de par l'approche de recherche et les analyses méthodologiques combinées, appliquées à un corpus unique, afin de :

1. Comprendre comment les événements du Printemps Arabe ont été présentés sous forme de reportages dans les informations internationales et
2. Proposer des théories d'informations qui puissent être applicables à la production d'informations internationales

II. Méthodologie

A travers notre chapitre méthodologie, nous avons mis en évidence, avec un corpus soigneusement élaboré de vidéos déjà publiées sur les événements du Printemps Arabe, que nous étions en mesure de répondre à nos questions de recherche, tout en proposant des théories ancrées dans les données. De manière similaire, un autre corpus, constitué avec soin, sur les institutions dominantes de l'information, comprenant une recherche théorique et sur le terrain sur des protagonistes de l'information grand public (Al Jazeera English, Press TV, euronews English, France 24 English, AFP et Crowdspark) et les institutions d'information publiques des sept pays couverts dans les vidéos d'informations de notre corpus, nous a également permis de répondre à nos questions de recherche. Notre objectif ici est de souligner l'approche adoptée à travers notre recherche, tout en mettant en évidence et en expliquant les méthodes d'analyse sélectionnées et adaptées à notre étude, avant de délimiter notre cadre théorique et ainsi détailler comment notre recherche a évolué depuis une recherche d'exploration vers des découvertes détaillées basées sur des données collectées. Essentiellement, ce chapitre aide les lecteurs à comprendre quels outils ont été utilisés dans la conduite de notre recherche et à donner une explication détaillée sur la manière dont ces outils ont été utilisés et la raison pour laquelle ils ont été utilisés. Afin d'atteindre ces objectifs, le chapitre méthodologie a été divisé en quatre grandes parties : (1) l'Approche de Recherche, (2) les Méthodes d'Analyse, (3) le Cadre Théorique et (4) le Développement de la Recherche. Le chapitre souligne les cheminements qui ont permis de répondre aux trois questions de recherche : [QR1] Comment les institutions dominantes de l'information ont-elles affecté le flux de l'information internationale pendant les événements du Printemps Arabe ? [QR2] Comment les événements du Printemps Arabe furent représentés sous forme de reportages ? [QR3] Comment les contributions à l'information ont-elles été utilisées pour construire les reportages internationaux ? Ce chapitre résume les éléments les plus significatifs de chacune des grandes parties du chapitre Méthodologie.

II.1. Approche de Recherche

La première partie du chapitre met en avant l'approche de recherche dite de la Théorie Ancrée, expliquant en quoi elle consiste et discutant comment elle peut être appliquée aux études sur les médias. Cette partie justifie également les avantages offerts par l'adoption de cette approche dans la construction de théories et la place de la littérature dans les études de Théorie Ancrée. L'approche de recherche que nous avons adoptée initialement, proposée par Strauss et Glaser

(Glaser, 1967 ; Strauss and Corbin, 2008), est un raisonnement de recherche inductif qui encourage l'utilisation de procédures systématiques pour identifier et vérifier les théories. La théorie ancrée permet l'émergence de théories à partir de données collectées, (Strauss and Corbin, 2008), plutôt que fonder des théories sur des perceptions partiales.

Glaser et Strauss préconisent que les théories doivent avoir cinq capacités et ces recommandations peuvent être adaptées aux théories sur les médias, qui donc doivent (1) rendre possible la prédiction et la justification de caractéristiques particulières de la production média, (2) contribuer aux avancées théoriques dans les études sur les médias, (3) être utilisées par ceux qui élaborent, regardent et étudient les informations dans des applications pratiques, (4) donner du recul par rapport aux informations et (5) une perspective de style pour la recherche sur les informations. Selon Glaser et Strauss, si les théories découlent de données, comme préconisé par l'approche de type théorie ancrée, alors elles seront applicables, à la fois, aux intellectuels, aux professionnels et aux profanes.

II.2. Méthodes d'Analyse

Cette section détaille les différents aspects, quantitatifs et qualitatifs, de notre projet, en observant avec attention les avantages de l'application de l'analyse critique du discours à notre étude.

Puisque nous allons construire un nouveau corpus, et suivre l'approche de la théorie ancrée, il a été décidé que des analyses qualitatives et quantitatives seraient appliquées à ce corpus. Nous souhaitons mener notre recherche « d'une manière systématique, objective et quantifiable » (Krippendorff, 1986) qui produirait des « données objectives » à partir d'une grande quantité de textes (Rose, 2014). L'analyse quantitative du contenu fut appliquée à notre corpus d'information, afin de pouvoir étudier le résultat médiatique produit par les chaînes d'information internationales dans ce corpus. L'analyse du contenu nous permet de nous concentrer sur différents types de contenus dans un texte, plutôt que se concentrer uniquement sur le discours. Nous avons donc également pu extraire les informations entourant nos textes, tels que les participants d'un reportage ou les images figurant dans ce même reportage. La partie Recherche et Développement, figurant à la fin de ce chapitre, montre comment nous avons incorporé les éléments qualitatifs dans notre analyse.

Selon les recommandations de Rose sur l'analyse du contenu, les textes furent d'abord isolés, puis nous avons codé les textes sélectionnés avant de, finalement, analyser les résultats de ces

codes (Rose, 2014). Notre corpus d'informations utilise uniquement une représentation des reportages couverts lors des événements du Printemps Arabe par nos quatre chaînes grand public : Al Jazeera English, Press TV, euronews English et France 24 English. Certains critères ont été décidés lors de la sélection des vidéos d'information à intégrer dans le corpus et sont détaillés dans la partie Recherche et Développement.

Nous avons remarqué, toutefois, que nous ne pouvions pas enregistrer de signification de texte complexe dans nos tableaux d'analyse de contenu et que nous devons fournir une analyse qualitative complémentaire. Jensen se réfère à la forme « qualitative » de l'analyse du contenu comme « l'analyse du discours » et cela a été développé en analyse critique du discours afin d'étudier également la relation entre le langage d'un texte et son rôle dans la production ou la reproduction d'une idéologie (Jensen, 2012). L'analyse critique du discours, qui trouve ses racines dans le Marxisme Occidental, recommande que les chercheurs recherchent des modèles de discours publics parmi différents groupes sociaux, tels que les organismes médiatiques, afin de « contribuer à un cadre théorique, descriptif, empirique et critique » (van Dijk, 1993). Les chercheurs doivent identifier la production de discours conduisant à l'inégalité des groupes sociaux. Dans notre étude, nous avons identifié l'existence de relations dominantes dans les pays qui ont connu des soulèvements, selon lesquelles les gouvernements et les médias avaient davantage d'influence sur le peuple dans la représentation des événements de leurs révolutions. Cela explique pourquoi notre corpus a aussi couvert les institutions de l'information (institutions dominantes) du Printemps Arabe.

II.3. Cadre Théorique

La troisième partie de notre chapitre méthodologie montre comment notre cadre théorique a été développé en détaillant (1) comment la réalité est-elle perçue, (2) comment la réalité est-elle interprétée et (3) comment les informations sont construites. Cette partie a défini différents concepts et théories à partir de littérature d'experts pertinente tout en identifiant les relations entre les concepts afin de bâtir les fondations de notre analyse.

Nous avons considéré plusieurs théories issues des théories de la communication et de l'information, partant de la proposition de Schramm qui veut que les chaînes de communication humaines soient fonctionnelles car les humains apprennent et donc perçoivent tout en fonction de leur connaissance acquise, rendant, de ce fait, toute perception unique (Schramm, 1964). Notre cadre théorique inclut également la recommandation de Russell selon laquelle notre histoire passée exerce des influences sur la manière selon laquelle nous percevons les

événements actuels. L'identification par Russell de six « phénomènes *menmic* », qui représentent les réponses humaines basées sur leur histoire, allant des habitudes acquises et de la connaissance habituelle jusqu'aux images et aux associations, y compris des éléments non-sensationnels dans la perception et la mémoire, en tant que connaissance (Russell, 1921), affirme également que la perception est unique et spécifiquement basée sur une connaissance et des expériences antérieures. Devèze et Moles (Devèze, 2004 ; Schramm, 1955) partagent également l'idée que la perception est unique et peut être comprise à travers la théorie Gestalt. Afin d'interpréter la réalité, il faut tout d'abord la percevoir. Nous incluons également la proposition de Moles selon laquelle les humains sont définis par leur environnement (Moles 1968 traduit par Joel E. Cohen) et sa suggestion « de l'idée *d'expérience vicariale* comme le transfert d'une modification de l'environnement immédiat du récepteur à partir de celui de l'émetteur en utilisant ce que l'un et l'autre possèdent au départ en commun (idées de code, de répertoire, de culture » (Devèze, 2004). L'expérience qu'un récepteur vit quand il regarde les informations est une modification de son environnement lorsque ces informations lui parviennent ; cette expérience est appelée l'expérience vicarienne par Devèze (Devèze, 2004). L'opinion de Goffman (Goffman, 1974) que les narrations permettent de faire *l'expérience vicariale* de l'histoire du narrateur, soutient également les propositions de Moles et de Devèze.

D'un autre côté, nous avons également inclus les vues de Hall, qui affirme que les messages ne transforment pas les réalités, mais les messages peuvent véhiculer des réalités (Hall, 1973) et, de plus, les messages sont polysémiques et peuvent donc avoir plusieurs effets médiatiques sur des publics différents. Cela nous amène à reconnaître la Théorie de la Réception Active, qui met en évidence que les publics, comme les journalistes, sont actifs dans leur perception unique des événements. De manière similaire, Jakobson suggère que, pour favoriser une communication efficace, un langage maîtrisé par tous doit être utilisé pour introduire des concepts nouveaux et cela doit aussi s'appliquer à la production d'informations.

La théorie narrative est aussi incluse dans notre cadre théorique. Par exemple, les différents codes narratifs de Barthes peuvent être utilisés pour décoder des textes et il suggère également que la signification est une négociation entre le narrateur et son audience (Fiske, 2011).

Notre cadre théorique s'écarte également du domaine des communications pour comprendre la perception de la réalité d'après Berger et Luckman ainsi que Watzlawick et Von Glaserfeld. Berger & Luckman déclarent que la réalité est subjective pour chacun (Berger and Luckman, 1989) et Watzlawick propose de définir la façon dont on perçoit la réalité comme le résultat de notre compréhension du monde (Watzlawick, 1984). Watzlawick souligne le fait que, plutôt que le public - ou les journalistes - inventent délibérément une nouvelle réalité, ils vont

transformer ou percevoir la réalité puis construire leur interprétation, basée sur leur interprétation ou sur leur processus de transformation.

Notre base théorique se concentre aussi sur la construction des informations. Les informations sont, tout d'abord, définies comme un travail d'équipe d'un processus résultant en une narration, qui constitue le produit final. Nous discutons le fait que, bien que les informations soient supposées être un reflet de la réalité (Cook, 1998 ; Harrison, 2005), elles seront aussi construites pour promouvoir délibérément certains points d'intérêt (Besson, 2006; Herman et Chomsky, 1988).

Notre cadre théorique inclut des narrateurs d'informations différents, comme identifiés par Galtung et Ruge dans leur proposition de flux de l'information internationale, allant des correspondants et agences d'information locales aux agences d'informations centrales et rédacteurs en chef de journaux (Galtung & Ruge, 1962). D'après Hamilton & Jenner, il y eu depuis des changements de narrateurs de l'information dans ce flux de l'information. Aujourd'hui, ils incluent également les correspondants étrangers et les envoyés spéciaux, ainsi que les correspondants amateurs (Maxwell Hamilton et Jenner, 2004). Van Leuven a également émis l'idée de perméabilité des portes de l'information (Van Leuven, Heinrich, et Deprez, 2015) du fait de la « société de réseau » que Castells propose (Castells 2011; Castells 2015). Van Leuven et al détaillent la « société de réseau » afin de comprendre le « paradigme du journalisme de réseau », selon lequel les journalistes sont simplement des nœuds d'informations dans un « espace d'information partagé », aux côtés d'autres nœuds d'informations, tels que les blogueurs, les twitteurs et autres informateurs (Van Leuven, Heinrich, et Deprez, 2015). Notre objectif avec cette information était de comprendre les acteurs du flux de l'information proposés par des études antérieures afin de les comparer à notre identification des acteurs de l'information dans le flux d'information pendant les événements du Printemps Arabe.

Notre cadre théorique discute également du fait que, malgré tous les nouveaux acteurs - ou nœuds – du flux de l'information, il n'est pas possible d'appeler les informations un produit co-construit. Les informations sont un produit fait de plusieurs données rapportées, mais les contributeurs à l'information ne travaillent pas habituellement ensemble à la réalisation d'une narration spécifique. Afin de construire ce débat, nous définissons tout d'abord la co-construction d'après Jacoby & Ochs, qui établissent l'existence d'une « création conjointe d'une forme » (Jacoby and Ochs, 1995). La co-construction, selon la théorie documentaire du Cercle Bakhtin, affirme que les textes sont le résultat de textes précédents. D'autres textes nous fournissent également des points de vues sur la co-construction (Brown, 1977 ; Cross, 1977 ; Diakhaté and Akam, 2016 ; Ferguson, 1964 ; Goodwin, Goodwin, and Yaeger-Dror, 2002). Il y a, en fait, une assertion que le monde est socialement construit. Mais, d'après Fairclough, le monde est interprété socialement, mais n'est pas construit socialement (en remarquant que nous

avons tendance à construire ce que nous interprétons) (Fairclough, 2003). Notre préoccupation avec le fait de placer le même niveau de responsabilité sur chaque participant au flux de l'information est que cela enlève la responsabilité du journaliste de valider l'information. Malheureusement, toutes les informations données aux journalistes ne seront pas exactes et donc, nous pensons que c'est le rôle du journaliste / de l'organisation professionnel(le) de s'assurer de l'exactitude de cette information avant qu'elle soit diffusée. Nous croyons également que tout matériel contribué doit être identifié avec ses sources afin que le public puisse avoir une perception précise. Pour cette raison, notre recherche inclut une étude détaillée de vidéos d'information avec matériel contribué, dans lesquelles nous identifions la manière dont le matériel contribué est intégré à la vidéo d'information, tout en identifiant aussi son rôle dans la narration.

Puisque notre cadre théorique définit les informations comme étant le produit d'un processus de l'information, nous cherchons également à comprendre le traitement de l'information (Tuchman, Gaye Jensen, 2012)¹. Le modèle en cinq stades du traitement de l'information de Domingo, partant de l'observation et la sélection jusqu'au traitement et l'édition en passant par la distribution et l'interprétation (Domingo, Quandt, Heinonen, Paulussen, Singer, et Vujnovic, 2008) est encore davantage catégorisé en un modèle circulaire en trois étapes qui comprend l'idéation d'une histoire (initialement proposée par Bantz, McCorkle et Baade en 1980), la narration d'une histoire et la présentation d'une histoire (Hanitzsch and Hoxha, 2014).

Bien que les informations soient un reflet de la réalité, il existe des influences sur le traitement de l'information, qui influenceront les narrations des informations. Shoemaker et Reese ont proposé une théorie sur le contenu des informations avec cinq niveaux d'influence sur le traitement de l'information, allant des employés d'entreprises de média et des pratiques des médias, jusqu'aux organisations, les *extramédias* et les niveaux idéologiques. Les nouvelles narrations fonctionnent comme des « cadres d'interprétations » pour rendre le monde « intelligible » (Larsen 2012) et « cadrer c'est sélectionner certains aspects d'une réalité perçue et les rendre plus saillant dans un texte de communication » (Entman, 1993). Le modèle de propagande de Herman et Chomsky identifie les filtres de sélection des informations des organismes de média, allant de la taille et des moyens financiers de l'organisme de média ainsi que son revenu publicitaire, jusqu'à la fiabilité de la source, les critiques et l'anticommunisme. Ils préviennent qu'il est habituellement plus difficile de détecter la propagande quand les médias sont des entités privées et que « la censure formelle est absente » (Herman and Chomsky, 1988). Contribuant aussi à la recherche sur la sélection d'informations, Edith Efron

¹ Chapitre 5 dans *A Handbook of Media and Communication Researcher: Qualitative and Quantitative Methodologies* (2012)

identifie 33 règles pour l'*éditorialisme* de réseau allant de la *glamorisation* à d'autres techniques variées (Efron, 1972) et plusieurs autres chercheurs ont également discuté des techniques de sélection des informations (Branigan and Buckland, 2014 ; Jensen, 2012).

Edward Said a suggéré que l'orientalisme était un moyen d'accepter l'Orient basé sur la place particulière de l'Orient dans le vécu de l'Europe de l'Ouest ("*a way of coming to terms with the Orient that is based on the Orient's special place in the European Western experience*") (Said, 1978). Des portraits spécifiques préférentiels aux Arabes dans les médias ont été identifiés par Said, par exemple, les Arabes étant toujours représentés en groupe, plutôt qu'en tant qu'individus, également, les Arabes étant présentés comme une seule culture et qui semblent toujours en colère (Said, 1978). De plus récentes études ont confirmé que l'orientalisme, ou du moins le néo-orientalisme, existent encore dans les informations (El-Mahdi, 2011 ; Trivundza, 2004 ; Ventura, 2017)

Wouters a observé comment les manifestations ont été représentées dans les informations et Chan & Lee ont proposé des paradigmes d'informations sur les manifestations, tandis que McLeod & Hertog ont développé les catégories de paradigmes (Gitlin, 1982 ; McLeod et Detenber, 1999 ; Wouters, 2013). Les paradigmes de manifestation, qui incluent des structures narratives, l'utilisation de sources officielles, de l'opinion publique et des techniques pour délégitimer, peuvent être utilisés comme un modèle pour la construction d'histoires d'information à partir de manifestations (McLeod et Detenber, 1999).

II.4. Développement de Recherche

Cette partie est un aperçu chronologique de comment notre recherche a été menée avec la base théorique déjà constituée, tout en suivant l'approche de recherche et les méthodes d'analyse déjà détaillées. Cette partie résume la construction du corpus en détail, permettant aux chercheurs intéressés d'apprendre de notre recherche tout en leur donnant la possibilité d'adapter notre méthode à de futures études.

Afin d'étudier comment les informations internationales sont produites, en utilisant une approche intuitive, il a été décidé qu'un corpus de vidéos d'informations sur les événements du Printemps Arabe, déjà diffusées par quatre chaînes internationales, serait constitué. Le critère principal était que la chaîne internationale diffuse en anglais et que son siège social soit au Moyen Orient ou en Europe Occidentale, ce qui nous conduisit à Al Jazeera English, dont le siège social est au Qatar, Press TV, dont le siège social est en Iran, ainsi que euronews English et France 24 English, dont les sièges sociaux sont en France.

Notre méthodologie a suivi cinq phases pour la construction des vidéos d'informations : (1) se procurer les vidéos d'informations, (2) sélectionner les événements à inclure dans le corpus, (3) rechercher et conserver les données à partir du corpus, (4) transcrire les vidéos d'informations et (5) coder les données des vidéos d'informations.

Plusieurs pistes de collecte de vidéos d'informations furent explorées avant de, finalement, découvrir qu'il était plus facile de rassembler des informations depuis les plateformes en ligne, notamment : YouTube, les sites internet des chaînes d'information et Shiienet.

Des événements spécifiques, à différentes périodes et dans différents pays, furent sélectionnés, selon la classification par certains médias (Reuters, 2012) de l'importance de ces événements lors du Printemps Arabe. Voici la liste des événements d'information sélectionnés : (1) Bahreïn – L'entrée de troupes saoudiennes au Bahreïn (17/02/2011-21/03/2012), (2) Egypte – Morsi s'octroie les pleins pouvoirs suivi du coup d'état (03/01/2011- 13/07/2013), (3) Egypte – Le peuple envahit la place Tahrir (02/02/2011-21/11/2012), (4) Lybie – La mort de Gaddafi (20/10/2011-24/10/2011), (5) Lybie – Le conflit international en Lybie (07/03/2011-19/07/2011), (6) Arabie Saoudite – Le droit de vote pour les femmes (25/08/2011-26/09/2011), (7) Syrie – Le premier discours d'Assad à la Syrie et au monde (30/03/2011-31/03/2011), (8) Syrie – La démission des membres du gouvernement (25/03/2011-08/03/2012), (9) Syrie – La déclaration de guerre civile (08-06/2012-13/06/2012), (10) Syrie – L'attaque au gaz sarin dans le Ghouta (07/12/2012-05/12/2013), (11) Tunisie – Mohamed Bouazizi (05/01/2011-21/04/2011), (12) Tunisie - La fuite du Président Ben Ali (14/01/2011-20/06/2011) et (13) Yémen – Le départ du Président Ali Abdullah Saleh (29/03/2011-16/08/2011). Les dates de ces événements d'information ne couvrent pas nécessairement l'événement en lui-même, mais plutôt la date à laquelle le reportage a été publié par la chaîne d'information.

Les vidéos YouTube ont été téléchargées en utilisant le logiciel iLivid afin qu'elles puissent être transcrites et analysées. Les vidéos d'autres plateformes n'ont pas pu être téléchargées, donc seules des transcriptions ont été prises pour une analyse ultérieure (ces vidéos peuvent ne plus être disponibles en ligne).

Des vidéos d'informations longues de moins de 10 minutes y compris les titres, de brefs rapports et de courtes interviews, faisaient partie des critères. Chaque vidéo d'information a été sauvegardée dans un fichier nommé de façon adéquate, puis identifié par chaîne et par événement. Le répertoire du corpus d'informations était désigné ainsi : \Corpus\Video Corpus\Euronews\Videos Bahrain Saudi Troops enter Bahrain\Feb 22 2011 Army and police join Bahrain protesters.

Les vidéos d'informations ont été transcrites manuellement, en utilisant un modèle créé dans ce but sur Microsoft Word. Les logiciels de transcription se sont révélés inefficaces du fait des divers accents et des erreurs grammaticales qui peuvent apparaître dans des vidéos

d'informations avec des participants du monde entier. La transcription manuelle a initié un exercice de pré-analyse qui nous a permis de prendre note de certains éléments dans notre corpus qui seraient, plus tard, utilisés dans notre analyse. Le modèle de transcription incluait des champs tels que le titre de la vidéo, la chaîne, la date, etc. Les transcriptions manuelles et détaillées nous a ainsi permis de facilement mener à bien la phase de codage de données.

Le cadre de codage de l'analyse de contenu a utilisé 31 variables dépendantes et indépendantes avec les codes/attributs possibles spécifiés dans une base de données Microsoft Access afin de pouvoir extraire des informations à partir des textes de notre corpus dans un format qui pourrait être analysé de façon quantitative, les variables allant de *TV Channel*, *date uploaded* et *interview type* à *journalist location*, *news presentation format* et *footage location* et *content*. (La liste complète des variables figure au Chapitre 2 de la thèse en anglais).

En supplément du corpus d'informations, un « corpus » des institutions dominantes fut également constitué. Ce « corpus » de « producteurs dominants de texte » a été construit dans le but d'identifier les institutions dominantes du discours qui ont eu une influence sur les informations produites dans le corpus d'informations. Travailler uniquement avec une analyse quantitative du contenu aurait restreint les résultats à la seule compréhension de comment les informations sont présentées, tandis que comprendre les institutions dominantes du discours nous permettrait de compléter l'analyse par une compréhension des producteurs de texte. Donc, les institutions dominantes du discours identifiées sont : (1) les organismes de média internationaux (spécifiquement les chaînes d'information de notre corpus ainsi que l'AFP et CrowdsparK) et (2) les institutions d'information publiques (des pays de notre corpus).

Des informations spécifiques ont été recherchées afin de comprendre les producteurs d'informations de nos vidéos d'informations, comprenant la structure organisationnelle, le processus de collecte d'informations, leur couverture des événements du Printemps Arabe et des informations sur la formation et la sécurité du personnel.

L'approche de la collecte de données comprend à la fois une recherche documentaire sur les institutions dominantes et des entretiens semi directifs avec des membres représentant les organismes. Pendant les interviews, nous avons pu découvrir que la question de la formation et de la sécurité du personnel était essentielle à la production d'information et cela a donc été inclus dans la phase d'analyse. Nous avons initialement prévu de nous concentrer sur les questions de la production des informations, allant du processus d'obtention et de sélection d'histoires d'information au processus de production et de distribution des informations de l'organisme. L'entretien a alors évolué vers la question de la formation que recevait le journaliste avant de travailler dans des zones dangereuses. Des questions concernant la sécurité, la censure et la simplification ou l'ambiguïté de certains événements ont également été posées d'après certaines informations données par des journalistes lors des interviews.

Afin de répondre aux questions notées, huit contacts ont été pris avec des journalistes représentant les institutions dominantes de l'information. Six entretiens ont eu lieu et deux questionnaires informels ont été envoyés par email afin de réunir des informations des institutions dominantes de l'information. Un entretien s'est déroulé avec le rédacteur en chef d'euronews France, Stephen Gillet, qui a parlé des différentes procédures de production d'informations pour la diffusion internationale d'information. Des interviews ont aussi été réalisés avec deux correspondant internationaux pour France 24, ayant chacun des contrats différents : tout d'abord Marine Olivesi, une journaliste freelance et David Thomson, employé permanent à France 24. Les deux journalistes ont pu nous éclairer sur les différentes procédures de travail du diffuseur d'information, qui présentaient des différences notables selon le contrat du journaliste avec le diffuseur. Ils ont également, tous deux, souligné des questions de simplification et d'ambiguïté dans la production d'informations. Un autre entretien s'est déroulé avec Peter Greste, un ancien correspondant international pour Al Jazeera English, qui a expliqué le rôle d'un correspondant international travaillant pour AJE dans une zone dangereuse. De plus, une autre interview a été réalisée par email avec Heather Allan, ancienne Responsable de la Collecte d'Information depuis Doha, qui a expliqué la procédure de collecte d'information dans la salle de presse d'AJE. En complément, l'Analyste en Chef pour les Réseaux Sociaux d'Al Jazeera nous a fourni des informations sur la façon dont Al Jazeera avait organisé les réseaux sociaux. Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir un entretien avec Press TV. Toutefois, il a été décidé que, afin de comprendre encore davantage le flux de l'information, il serait nécessaire de s'entretenir également avec des agences de presse et donc des interviews ont été réalisées avec les rédacteurs en chef de l'AFP des bureaux de Bordeaux et de Beyrouth. M Feuilly, à Bordeaux, nous a fourni des informations sur les procédés de collecte et de production d'informations de l'AFP en général, tandis que M Ketz, à Beyrouth, nous a donné des informations détaillées sur la collecte d'informations depuis la Syrie durant les événements du Printemps Arabe. Un entretien avec Laura Placide, la rédactrice en chef du bureau de Paris de Citizenside (maintenant appelé Crowdspark), nous explique comment l'agence récolte des informations en provenance de journalistes citoyens à travers le monde. Toutes les interviews ont été transcrites à des fins d'analyse.

Tous les journalistes interrogés s'accordent à dire que les plus grands défis dans la production d'informations sont liés à la liberté d'expression et à la liberté de la presse et ont pointé du doigt les barrières sécuritaires inhérentes aux pays où ils se trouvaient. C'est pour cette raison qu'il a été jugé nécessaire d'étudier également les institutions d'information publiques des divers pays concernés par le corpus d'informations.

Le « corpus » créé sur les institutions d'information publiques a été construit dans le but de répondre à [QR1] comment elles ont influencé le flux de l'information internationale lors des

événements du Printemps Arabe ? Chacun des pays inclus dans les vidéos d'informations : l'Arabie Saoudite, le Bahreïn, l'Égypte, la Lybie, la Syrie, la Tunisie et le Yémen, ont été étudiés par une recherche documentaire afin de comprendre le contexte d'information et de communication ainsi que le contexte en relation avec la liberté d'expression et la liberté d'accès à l'information et l'environnement pour la presse locale, incluant à la fois professionnels et presse amateur.

La méthodologie soulignée a été utilisée pour répondre aux trois questions de recherche, [QR1] Comment les institutions dominantes de l'information ont-elles affecté le flux de l'information internationale pendant les événements du Printemps Arabe ? [QR2] Comment les événements du Printemps Arabe furent représentés sous forme de reportages ? [QR3] Comment les contributions à l'information ont-elles été utilisées pour construire les reportages internationaux ? Les chapitres d'analyse sont divisés en deux chapitres, le premier fournissant une analyse et les résultats en réponse à QR1 et QR2, tandis que le second présente l'analyse et les résultats en réponse à QR3.

Le corpus qualitatif des institutions dominantes de l'information a permis de répondre, à la fois, aux questions QR1 et QR2. L'étude des institutions dominantes de l'information nous a permis de comprendre la manière selon laquelle chacun des diffuseurs de l'information de notre corpus avait présenté les événements du Printemps Arabe. Afin de répondre à QR2, l'analyse du contenu en utilisant notre base de données provenant de notre corpus d'informations, nous a permis de trouver le nombre de vidéos d'informations par chaîne ainsi que les plateformes de publication de vidéos d'information. L'analyse du contenu a donné des informations sur les événements représentés dans les vidéos d'informations ainsi que le type de couverture pour chaque vidéo de telle sorte que nous avons pu comprendre les préférences des diffuseurs d'information en termes de reportages, de couvertures en direct ou d'interviews. Notre analyse de recherche a aussi identifié les interventions internationales présentes dans chacune des vidéos d'information, selon le cas, des représentants iraniens, russes, britanniques, français ou américains étaient désignés dans les vidéos pour rechercher les portraits de l'orientalisme selon Said. Pour rechercher davantage de portraits d'orientalisme, l'analyse s'est également concentrée sur les séquences vidéo et la localisation géographique du journaliste. Toujours en observant les séquences vidéo, l'analyse a aussi recherché différentes représentations du Printemps Arabe, allant des émeutes violentes et des manifestations pacifiques jusqu'aux discours publics et aux conférences de presse.

L'analyse du contenu a aussi pu permettre l'utilisation d'interviews dans les informations internationales, grâce auxquelles nous avons pu remarquer les préférences de profil des personnes interrogées ainsi que les types de question préférentiels. L'analyse du discours, grâce au visionnage répété des vidéos et à l'aide des transcriptions afin de reconnaître les éléments

d'importance, tels que les tendances de questionnement, nous a permis de proposer des théories sur la présentation d'une interview, ancrées dans les données.

Afin de se concentrer sur la réponse à [QR3] Comment les contributions à l'information ont-elles été utilisées pour construire les reportages internationaux ? il a fallu se livrer à une analyse du contenu et du discours en utilisant le corpus de vidéos d'informations et ensuite étendre la recherche par une analyse critique du discours en étudiant également les institutions dominantes de l'information afin de compléter les résultats de l'analyse du contenu et du discours. La position adoptée a été que toute information est produite à l'aide de matériel contribué à partir de diverses sources d'information. Donc, notre thèse a recherché les différents rôles revêtus par les différentes contributions, allant des citations aux séquences vidéo amateur, jusqu'aux chiffres et pourcentages, en passant par les séquences vidéo de télévision publique.

Les chapitres d'analyse suivants sont divisés en deux chapitres tels que le premier présente les analyse et les résultats en réponse à QR1 - Comment les institutions dominantes de l'information ont elles affecté le flux de l'information internationale pendant les événements du Printemps Arabe ? – et à QR2 - Comment les événements du Printemps Arabe furent représentés sous forme de reportages ? Le second chapitre fournit l'analyse et les résultats en réponse à QR3 - Comment les contributions à l'information ont-elles été utilisées pour construire les reportages internationaux ?

III. Analyse des Institutions Dominantes

Ce chapitre présente un résumé de l'analyse et des résultats en réponse à [QR1] - Comment les institutions dominantes de l'information ont-elles affecté le flux de l'information internationale pendant les événements du Printemps Arabe ? – et [QR2] - Comment les événements du Printemps Arabe furent représentés sous forme de reportages ? Nos conclusions sont le résultat de l'étude de deux corpora : (a) les institutions média dominantes de l'information, à savoir Al Jazeera English, Press TV English, euronews English, France 24 English, AFP et CrowdsparK et, le second, (b) les institutions publiques de l'information en Arabie Saoudite, au Bahreïn, en Egypte, en Lybie, en Syrie, en Tunisie et au Yémen. Nous formulerons des remarques conclusives sur les leçons apprises à partir de nos deux corpora sur les institutions dominantes de l'information, avant de résumer la manière dont ces organisations ont présenté les informations en fonction des vidéos d'informations présentes dans notre corpus d'informations. Le contexte et les méthodes de travail de chaque organisation, présentés dans la thèse, seront également résumés.

III.1. Al Jazeera English

En complément du corpus d'information construit à partir de vidéos d'informations d'Al Jazeera English et de la construction documentaire sur Al Jazeera English, des interviews avec des représentants d'Al Jazeera ont été réalisées afin d'en apprendre davantage sur AJE par des journalistes qui ont eu différents rôles à jouer dans cette organisation.

Nous avons pu dresser le processus du flux de l'information à Al Jazeera English, entre leurs bureaux individuels, localisés dans divers pays, et la salle de rédaction à Doha, au Qatar. AJE a une salle de rédaction à leur siège, qui communique avec leurs correspondants internationaux, présents aux quatre coins du monde. Les correspondants internationaux, parfois attachés à un bureau d'AJE, travaillent en équipes, comprenant producteurs et cameramen, pour créer des reportages à envoyer à la salle de rédaction. La salle de rédaction a deux services principaux : la Collecte d'Informations et la Diffusion d'Informations. La Collecte d'Information a pour rôle de rassembler les informations en provenance de leurs correspondants internationaux. Ils travaillent ensemble, avec leurs correspondants, par téléphone, afin de décider des histoires

qu'ils développeront en informations. La prise de décision est, en règle générale, commune. De ce fait, les correspondants peuvent dirent à Doha ce qui se passe dans leur région et Doha a ainsi la possibilité de confirmer les histoires à sélectionner. Le discours du journaliste doit être approuvé par la Collecte d'Information à Doha avant qu'il enregistre sa voix sur la séquence vidéo éditée et envoyée pour être diffusée par la Diffusion d'Informations, également basée à Doha. Le service de Diffusion d'Informations est responsable de la décision sur la longueur de l'émission d'information, sur la durée accordée à des sujets spécifiques, sur l'ordre des reportages, sur la manière dont le journaliste en studio présentera le sujet, seul ou avec le correspondant, via une interview ou avec un reportage préparé.

Al Jazeera Arabic et Mubashr Misr ont été toutes les deux interdites en Egypte après la chute du mouvement des Frères Musulmans [MB], qui ont alors été déclarés organisation terroriste, ce qui signifiait que les journalistes ne pouvaient pas les interviewer en Egypte. AJE avait un bureau au Caire, m'ait ne pouvait contacter les MB directement. A la place, interviewer quiconque « en marge » n'était possible que via le bureau de Doha, par téléconférence afin d'éviter que l'organisation ne s'attire des ennuis. Quand la situation en Egypte s'est tendue, AJE a pris la décision de retirer les noms et les visages de ses journalistes des reportages, pour des raisons de sécurité. Mais AJ pouvait accéder aux documents de AJE dans les archives du réseau et, malgré les mises en garde des employés de AJE de ne pas diffuser leurs documents sur les chaînes AJ Arabic, ils pouvaient y accéder et la diffusion d'images depuis l'Egypte prouvait qu'ils étaient présent en Egypte et plusieurs employés d'AJ ont alors été arrêtés.

En ce qui concerne la sécurité du journaliste, AJE s'assure que ses journalistes ont reçu une formation concernant les environnements hostiles et sont placés dans des équipes qui pourront les conseiller sur la situation politique et sur ce qu'il faut faire ou ne pas faire. Les journalistes ne réclament des gardes du corps que lorsque la situation est extrêmement dangereuse, afin de ne pas effrayer les témoins qui souhaitent s'exprimer et ces requêtes doivent passer par les hauts dirigeants du réseau du fait de leur coût élevé et peuvent influencer les informations produites. Ceci étant dit, les affectations risquées doivent être validées après une évaluation des risques encourus et avant que le journaliste ne se voie confier une mission.

De plus, AJ en tant que réseau, tout comme les agences de presse, ont des contacts dans les lieux où ils sont interdits. Donc, afin de contourner la censure aux endroits où AJE n'est pas autorisé à travailler librement, Doha est en mesure de contacter plusieurs types d'informateurs pour faire sortir les informations de ces lieux via des moyens ne mettant pas en péril les correspondants sur place. AJE a puisé dans leurs plateformes pour journalistes citoyens, Ushahidi et Sharek, pour recevoir des documents d'activistes présents sur les lieux. Les journalistes ont aussi été formés à l'utilisation des réseaux sociaux, tels que Facebook, Twitter et Flickr, afin de communiquer avec les activistes et parfois des activistes cachent des cartes

mémoires dans des chaussures pour pouvoir transmettre des informations d'un côté à l'autre d'une frontière (Lim 2013, p.934).

A travers notre recherche, nous avons appris qu'Al Jazeera a joué un rôle en alimentant les manifestations et était présent dans les rues, surtout en 2011, en donnant voix aux manifestants contre leurs régimes (Lynch, 2011; Alalawi, 2015) et certains sont même allés jusqu'à déclarer que « sans Al Jazeera, il n'y aurait pas eu de Printemps Arabe » (Essaif et al. 2012). Bien qu'Al Jazeera ait été extrêmement présente pendant les premiers mois du Printemps Arabe, elle est devenue moins populaire durant la période qui a suivi, si impopulaire que plusieurs journalistes ont démissionné, se plaignant que la chaîne Arabe prenait parti, par exemple en étant pro-Morsi en Egypte (Kuhn et al. 2013), ou en étant pro-révolution en Lybie (Allmeling 2012) tout en restant très discrète concernant le soulèvement Bahreïni (Baker, 2011) et très sélective au sujet des informations recueillies en Syrie (Hashem, 2012a ; Hashem, 2012b). Certains ont aussi tenté d'empêcher AJ de diffuser, comme en Egypte et en Tunisie, où leur site internet a été fermé, tandis que le Bahreïn et la Syrie interdisait aux journalistes d'AJ (ainsi que d'autres journalistes) d'entrer sur leur territoire. Egalement, les locaux d'AJ au Yémen ont été fermés et ont été accusés de propager des informations inexactes (Alalawi, 2015). Al Jazeera English, qui suit une ligne éditoriale différente de celle d'Al Jazeera, a souffert de cette image négative associée à leur compagnie mère. Il existe des différences notables, telle que la couverture par AJ du conflit Syrien comme une Révolution pour la Liberté tandis que AJE s'y réfère comme « Syrie : La Guerre Intérieure » (Essaif, Mawad, and Irrera, 2012). Le public d'AJ est arabophone, tandis que le public d'AJE est anglophone, avec un bon niveau d'instruction, qui, occasionnellement, peut aussi parler l'Arabe ou d'autres langues et donc, AJE prend bien soin de ne pas utiliser un certain vocabulaire qu'AJ utiliserait plus librement. Par exemple « peuple résistant » ou « combattants de la liberté » sont des termes utilisés pour décrire les Palestiniens sur AJ, mais pas sur AJE (Essaif, Mawad, et Irrera, 2012). Bien que AJ ait été très discrète sur le soulèvement Bahreïni, le documentaire exclusif d'AJE sur ce soulèvement, intitulé « *Shouting in the Dark* » a été primé. AJE a consacré 18 pour cent de leur contenu aux événements du Printemps Arabe (Robertson, 2012) et leurs journalistes sont habituellement cosmopolites et parlent avec des accents des régions qu'ils couvrent ou parlent anglais comme des anglophones. AJE a interviewé des activistes plutôt que des politiciens ou d'autres éminents représentants (Robertson, 2012). La plupart des événements ont été rapportés avec un reporter sur les lieux de cet événement, mais la localisation géographique des journalistes était souvent absente de l'information (Robertson, 2012). Nous avons aussi appris d'Abdul-Nabi que la couverture par AJE de l'attaque du Ghouta en Syrie était dominée par des perspectives de journalisme de guerre, et, en conséquence, toute la couverture par AJE a été « catalogué comme orientée vers de la propagande » par des réclamations ou des accusations des deux camps

(Abdul-Nabi, 2015). Abdul-Nabi a également découvert que le soulèvement Bahreïni n'avait pas été présenté comme un soulèvement car les manifestants n'avaient été représentés que 2.5 pour cent du temps comme étant pro-démocratie (Abdul-Nabi, 2015). Par exemple, les manifestants Bahreïnis étaient synonymes de « partisans de la manière forte » et n'étaient pas cités 50 pour cent du temps (Abdul-Nabi, 2015).

Les données sur AJE de notre corpus d'informations sont constituées de 70 vidéos d'informations, représentant 28 pour cent du total de vidéos de notre corpus. La plupart des vidéos d'informations d'AJE de notre corpus se présentent sous la forme de reportages, avec peu d'interviews et peu de gros titres, suivi d'un nombre encore inférieur de vidéos en direct. En termes de représentation internationale dans les vidéos d'informations du Printemps Arabe, seulement 12 pour cent des vidéos d'AJE montrent des personnalités américaines, tandis que les russes et les britanniques ne comptent que pour 1 pour cent, mettant en évidence que la plupart des vidéos d'informations ont mis en scène des représentants locaux. Ceci étant dit, AJE était la chaîne avec le plus grand nombre de représentants internationaux de notre corpus.

Nous avons également pu étudier l'utilisation des interviews dans notre corpus d'informations, en analysant les vidéos montrant seulement une interview, ainsi que les interviews faisant partie de directs, de gros titres et de reportages parmi nos vidéos d'informations. Au total, 76 pour cent des vidéos d'AJE incluent des interviews. AJE n'a pas fait apparaître leurs questions d'interview dans 71 pour cent des vidéos, ce qui signifie que le spectateur ne pouvait qu'entendre la réponse de la personne interviewée la plupart du temps. Parmi celles entendues dans les vidéos, AJE a affiché une préférence pour les questions accompagnées d'informations générales sur la situation (87%), suivies par des questions sur la nature des faits (73%). AJE a posé des questions sur la raison ou la cause 27 pour cent du temps et des questions sur la manière, 20 pour cent du temps. Peu de questions sur le lieu (13%) ont été posées et seulement 13 % des vidéos mettent en scène des interviews avec des questions sans informations générales sur la situation de la part de la personne dirigeant l'interview. De plus, AJE n'a posé aucune question portant sur l'identité dans les vidéos contenant des interviews. AJE a montré une préférence à interroger des acteurs importants de l'événement (70%), par rapport à des experts sur le sujet (26%) ou des correspondants (12%), choisissant donc que les peuples du Printemps Arabe construisent leurs narrations. Ceci étant dit, 24 pour cent des reportages d'AJE ne contenaient pas du tout d'interviews et étaient donc des reportages construits par AJE. 67 pour cent des vidéos d'AJE présentant des interviews avec des correspondants montraient le correspondant sur le lieu de l'événement. Si nous observons de manière spécifique les interviews avec des acteurs importants de l'événement, AJE a principalement montré les interviews dans des reportages (92%) et a seulement inclus les interviews avec les acteurs

importants de l'événement dans des vidéos, catégorisées comme interviews uniquement, 5 pour cent du temps. En complément, les interviews avec les acteurs importants de l'événement ne figuraient que dans 3 pour cent des vidéos d'informations en direct. Lors des interviews avec les acteurs importants des événements, le journaliste d'AJE se trouvait dans le même pays que l'événement 51 pour cent du temps. Pour 32 pour cent des cas, le journaliste conduisant l'interview se trouvait dans un lieu non communiqué, renforçant la position d'AJE de ne pas révéler la localisation de ses journalistes pour des raisons sécuritaires. Dans quelques cas (8%), le journaliste réalisant l'interview se trouvait dans un lieu différent de celui de l'événement ou du studio. Dans d'autres cas, encore plus rares (5%), le journaliste se trouvait dans un pays voisin and dans pratiquement aucun cas (3%), le journaliste se trouvait en studio. Dans les vidéos avec des experts du sujet, AJE a présenté des images vidéo qui ont semblé produites en interne 88 pour cent du temps accompagnées de textes en gros titre 65 pour cent du temps. Enfin, des images de télévisions nationales ont été présentées 41 pour cent du temps.

III.2. Press TV

La recherche documentaire sur la chaîne iranienne Press TV a été limitée et le manque de documentation a conduit à une faible compréhension du fonctionnement de cette organisation. Le site internet de Press TV et d'autres articles de presse mentionnent que cette chaîne grand public, ouverte depuis 2007, qui diffuse en anglais 24 heures sur 24 depuis Téhéran, interviewe souvent des personnalités qui ne sont pas présentes dans les informations grand public occidentales. Bien que la chaîne soit financée par des fonds publics, comme Al Jazeera, France 24 et la BBC, ils revendiquent leur indépendance. Certains ont avancé que Press TV agit pour « contrer... la propagande Occidentale contre l'Iran » (Mostaghim and Daragahi, [s.d.]).

Jaspal a étudié la couverture par Press TV des événements du Printemps Arabe sur leur site internet à travers des articles, et a remarqué que les événements avaient été « islamisés » et que ces événements étaient désignés comme « le Réveil Islamique » et les « gouvernements laïques » étaient décrits comme étant « destructeurs pour la démocratie » (Jaspal 2014). De plus, la presse iranienne, y compris Press TV, a utilisé les événements du Printemps Arabe pour promouvoir l'idéologie iranienne et l'intérêt stratégique de l'Iran dans le Monde Arabe en rapportant des menaces des Etats unis ou d'Israël (idem).

Aucune autre information sur Press TV n'a pu être trouvée et nos tentatives pour obtenir une interview avec un représentant de l'organisation n'ont pas abouti malgré de nombreuses

tentatives pour contacter les salles de rédaction et les anciens représentants de cette organisation. Notre recherche s'appuie sur notre corpus d'informations avec des vidéos d'informations de Press TV pour combler le manque de documents sur Press TV.

Notre corpus d'informations par Press TV English (PTV) est constitué de 41 vidéos, représentant 16 pour cent de l'ensemble des vidéos de notre corpus. La plupart des vidéos de PTV ont été présentées comme gros titres (18) et reportages (17), avec quelques interviews (5) et vidéos en direct (1). En termes de représentation internationale dans les vidéos d'informations sur le Printemps Arabe, seulement 9 pour cent des vidéos de PTV présentent des personnalités américaines, tandis que les russes et britanniques ne comptent que pour 2 pour cent des vidéos, montrant donc que la plupart des vidéos mettent en scène des représentants locaux. PTV présente le second plus grand nombre de représentants internationaux de notre corpus, après AJE.

Nous avons également pu étudier l'utilisation des interviews dans nos vidéos, en analysant les vidéos d'interviews seules, ainsi que les interviews incorporées dans les directs, dans les gros titres et dans les reportages. PTV démontre une préférence prononcée pour l'utilisation d'interviews, jusqu'à 90 pour cent de leurs vidéos d'informations contiennent des interviews, avec seulement 4 vidéos n'en présentant pas.

Dans 89 pour cent des questions posées par PTV lors des interviews étaient des questions accompagnées d'informations sur la situation générale. Les questions étaient utilisées comme un mécanisme pour communiquer des informations qui n'avaient pas été données dans le reportage, les gros titres ou le direct. Seulement 21 pour cent des questions ne fournissaient pas d'informations générales. En termes de types de question, PTV a choisi les questions sur la nature des faits dans 47 pour cent des cas, suivi par des questions sur la cause ou la raison pour 26 pour cent des cas et des questions sur la manière et le lieu ont été posées 11 pour cent du temps. Il est important de noter également que, bien que les questions n'étaient pas audibles dans 49 pour cent des cas, cette proportion est la plus faible de toutes les chaînes d'information, montrant donc une nouvelle fois que PTV cherche à communiquer les informations sous la forme de questions alors que les autres chaînes préfèrent que les spectateurs se concentrent sur les réponses de la personne interviewée. De plus, PTV n'a posé aucune question sur l'identité dans les vidéos d'informations contenant des interviews. PTV a montré une préférence pour les interviews mettant en scène des acteurs importants de l'événement (64%) et des experts sur le sujet (49%). Ainsi, aucune interview n'a été réalisée avec un correspondant (0%), qui semble seulement avoir pour rôle d'envoyer des reportages préparés afin qu'ils soient diffusés. Cela montre que, bien que PTV ait donné la parole aux acteurs importants de l'événement, ils ont tendance à solliciter l'avis d'experts sur le sujet assez souvent, des experts présents en studio

ou contactés par téléphone afin de confirmer les informations et appuyer le point de vue de PTV. Parfois, des experts ont été interviewés lors d'un reportage également. Les experts sur le sujet présentent des profils variés, de journalistes à chercheurs, en passant par hommes de loi et représentants d'organisations, sans beaucoup de détails sur leur fonction au sein de ces organisations.

Si nous observons spécifiquement les interviews avec les acteurs importants d'événements, PTV a essentiellement présenté les interviews lors de reportages (60%). PTV a également inclus dans interviews dans ce qui semble être les gros titres du studio (28%) et 12 pour cent des vidéos d'information se révèlent être des interviews seules d'acteurs importants de l'événement.

Aucune interview avec un acteur important de l'événement ne figure dans une vidéo de direct. Lors d'interviews avec un acteur important de l'événement, le journaliste de PTV se trouvait dans le même pays que l'événement dans 44 pour cent des cas. Dans d'autres vidéos d'informations, le journaliste de PTV se trouvait soit en studio, posant les questions, soit dans un autre lieu (24%). Le journaliste de PTV qui posait les questions se trouvait rarement dans un lieu non communiqué (4%). Dans les vidéos montrant une interview avec un expert sur le sujet, PTV diffusait des séquences vidéo qui semblaient être produites en interne à chaque fois et des séquences TV internationales dans 89 pour cent des cas.

III.3. Euronews English

Nous avons pu réunir des informations sur euronews lors d'un entretien avec le rédacteur en chef, basé à Lyon, et à partir de documents sur cette organisation. Euronews, qui existe depuis 1993, s'est développée jusqu'à être diffusée dans 12 langues différentes via 12 chaînes dédiées qui dépassent les langues européennes. Les marques « *locales* » adaptent leur contenu à leur public avec leur 500 journalistes répartis dans trente pays (Dobbie 2017; euronews 2018a). Le projet euronews a été comparé à Europa-TV, un groupe média européen, qui diffusait en 1985, dans le but de favoriser une intégration européenne pour faire face aux médias américains (Machill, 1998). Bénéficiant d'un financement de l'UE, l'entreprise diffuse dans le monde entier. Euronews se défend d'être influencée par les ministères étrangers et fait remarquer que la couverture d'euronews France, par exemple, diffère de celle des médias français (Polonska-Kimunguyi, Polonska-Kimunguyi, and Kimunguyi, 2012 Interview with euronews).

Chaque salle de rédaction fixe ses priorités éditoriales quotidiennes à diffuser pour la journée (Gillet, 2017) et répète ces informations sur 24 heures, suivi des gros titres, des Affaires

Européennes, des titres du Sport et des prévisions météorologiques (Gales, 2009). La sélection des informations se fait en fonction de la signification qu'elles revêtent pour l'Europe ou les européens (Polonska-Kimunguyi et al. 2012, p.112). La charte d'euronews est stricte en ce qui concerne la sélection des informations. Ils ne montrent pas de personnes en train de mourir ou d'enfants étant victimes de violences, sauf s'ils jugent qu'il est nécessaire de partager la vérité tout entière, tel que montrer le corps de Gaddafi ou les premières exécutions lors du soulèvement en Syrie. Lorsque des images à caractère sensible sont diffusées, un message d'avertissement est adressé au public par avance.

La vérification des informations à euronews s'effectue via des journalistes sur le terrain, des agences de presse et des journalistes citoyens ou des informateurs qui sont sur les lieux. En complément, l'organisation utilise des agences de vérification des informations telles que Storyful pour vérifier les informations.

Le service de *Forward Planning*, à Lyon, se charge de confier des tâches aux journalistes, basés dans l'une des treize salles de rédaction globales, sur les histoires qui doivent être couvertes. Comme avec Al Jazeera, les salles de rédaction d'euronews ont accès à un répertoire d'informations provenant du réseau euronews, et qui inclut également les informations d'au moins 12 agences de presse qu'elles peuvent utiliser pour construire leurs vidéos d'informations. Malgré que les mêmes documents soient souvent utilisés, les salles de rédaction produisent des narrations d'histoires différentes, en fonction de leur public et des angles d'approche requis par leur direction. En conséquence, bien que certains reportages préparés soient réutilisés par d'autres chaînes euronews, plutôt que de donner une traduction exacte de la narration, les journalistes interprètent habituellement l'histoire de manière spécifique à leur public (Polonska-Kimunguyi et al. 2012, pp.112–113).

Suite à un manque de documentation sur la couverture par euronews English des événements du Printemps Arabe, notre analyse de corpus d'informations tente de le combler.

Notre corpus d'informations par euronews English (euronews) consiste en 83 vidéos d'informations, représentant 33 pour cent de la totalité des vidéos de notre corpus de vidéos d'informations. La plupart des vidéos d'euronews dans notre corpus ont été présentées sous forme de reportages (95%), avec quelques gros titres (4%) et seulement une interview seules. Aucune des vidéos d'euronews ne présentait de séquence de direct. En termes de représentation internationales, seulement sept pour cent des vidéos mettaient en scène une personnalité américaine (la troisième position de représentation américaine parmi les chaînes d'information du corpus), alors que les personnalités françaises et britanniques ne représentent que deux pour cent des vidéos, malgré que la chaîne soit européenne. Cela montre donc que, bien que la chaîne soit européenne, le point de vue européen n'est pas nécessairement dominant. En fait, la

représentation prédominante dans les informations sur les événements du Printemps Arabe était spécifiquement celle des représentants locaux, qui apparaissaient dans les vidéos. Seulement un pour cent des vidéos faisait apparaître un représentant iranien et aucune vidéo ne montrait de représentant russe.

Nous avons également pu étudier l'utilisation des interviews dans nos vidéos, en analysant les vidéos d'interviews seules, ainsi que les interviews présentes dans les directs, dans les gros titres et dans les reportages. Une quantité quasiment égale de vidéos contenaient des interviews (49%) et n'en contenaient pas (51%). Euronews n'a pas fait apparaître leurs questions d'interviews dans 93 pour cent des vidéos, ce qui signifie que, dans la majorité des vidéos, les spectateurs pouvaient seulement entendre les réponses de la personne interviewé. Parmi les questions qui pouvaient être entendues, euronews affichait une préférence pour les questions accompagnées d'informations sur la situation générale (67%) par opposition à celles qui n'en contenaient pas (33%). Euronews mettait l'accent sur les questions portant sur la manière (67%) et les questions sur la nature des faits ont été utilisées 33 pour cent du temps. Il n'y avait aucune question sur la raison ou la cause, sur l'identité ou sur le lieu. Euronews a affiché une préférence pour les interviews avec des acteurs importants des événements (85%) par rapport aux experts sur le sujet (17%) et aux correspondants (2%), prenant donc le parti de laisser les populations du printemps Arabe construire leurs propres narrations. Ceci étant dit, quasiment la moitié des vidéos d'euronews ne présentaient aucune interview et donc étaient des histoires construites par euronews. Toutes les vidéos mettant en scène des interviews avec les correspondants montraient le correspondant sur les lieux de l'événement. Si nous observons, de manière spécifique, les interviews avec des acteurs importants des événements, euronews a présenté ces interviews dans des reportages (94%) et dans les gros titres (6%). Euronews n'a pas montré d'interviews avec des acteurs importants des événements lors de séquences en direct, ni consacré de vidéo à une interview seule d'acteurs importants des événements. Lors des interviews d'acteurs importants des événements, le journaliste d'euronews se trouvait dans le même pays seulement huit pour cent du temps. Concernant les 92 pour cent restant, la localisation du journaliste n'était pas communiquée. Dans les interviews mettant en scène des experts sur le sujet, euronews a utilisé des séquences qui ont semblé produites en interne dans toutes les vidéos. De plus, euronews a également utilisé des images de télévisions nationales locales (14%) dans les vidéos contenant des interviews d'experts sur le sujet.

III.4. France 24 English

Etablie en 2006 au sein de France Médias Monde, France 24 (F24) diffuse, en 2018, à travers quatre chaînes de langue différentes : anglais, français, arabe et espagnol. Nous avons eu la possibilité de nous entretenir avec un correspondant international permanent de F24 basé en Tunisie et en Lybie lors des événements du Printemps Arabe ainsi qu'avec un correspondant international indépendant qui a rapporté la capture et la mort de Gaddafi pour F24. Ces entretiens nous ont donné un aperçu des méthodes de production de l'information de F24 qui étaient différentes pour les deux journalistes et adaptées aux contrats entre F24 et ses correspondants. Le correspondant permanent sur site nous a expliqué que leur rôle était de proposer des idées de sujets à la salle de rédaction de Paris, qui, à son tour, pouvait modifier les reportages avant leur diffusion. Le correspondant permanent sur site a pour responsabilité de rechercher et de préparer des documents pour des histoires en réalisant des interviews sur place et, également, en récoltant des documents tels que des images et des séquences vidéo. La salle de rédaction de Paris fournirait alors davantage de documents en puisant dans leur bibliothèque documentaire. Le journaliste sur site, responsable de l'écriture du script pour chaque reportage, le rédige dans la langue dans laquelle il présente et, parfois, les journalistes de F24 travaillent en duo afin que chaque journaliste prépare le script dans la langue qu'il maîtrise le mieux. Les scripts validés par la salle de rédaction de Paris sont alors préparés par le journaliste sur site qui envoie ensuite l'ensemble préparé à Paris pour diffusion. Les journalistes permanent sur site sont parfois associés à des cameramen pour travailler ensemble, mais dans le cas de notre interlocuteur, il a eu des difficultés à trouver du personnel acceptant de filmer dans des zones dangereuses et, en fin de compte, a dû faire la préparation seul, ce qui signifie que le correspondant permanent filmait, parlait et éditait en intégralité l'ensemble diffusé sur F24. Les journalistes indépendants, de leur côté, sont amenés à travailler par téléphone, auquel ils répondent lorsque le présentateur de F24 est sur le point de leur poser des questions en direct. Il n'y a donc pas d'informations mises en forme par avance. A la place, le journaliste indépendant sur site et la salle de rédaction de Paris communiquent par téléphone avant de passer en direct pour récapituler les questions et le fil de l'histoire. Le journaliste indépendant et le producteur se mettent tous deux d'accord sur les questions à poser, en fonction des informations que le journaliste est en mesure de confirmer. Le journaliste se trouve sur les lieux pour observer les événements et poser les questions pour vérifier les informations, de telle sorte que, lorsque F24 reçoit une information via une dépêche, ils peuvent confirmer avec certitude les événements grâce au journaliste indépendant présent sur site. Donc, quand le présentateur parle avec le journaliste indépendant, des images d'une autre source sont présentées.

A travers nos entretiens avec les correspondants de F24, nous avons appris que la vérification des informations s'effectue par recoupements des informations avec différentes sources, officielles et officieuses, allant des docteurs et des hôpitaux aux organisations des droits de l'homme, des organisations militaires aux portes parole officiels locaux ainsi que des protagonistes officieux locaux tels que les rebelles et les combattants. La preuve matérielle est également essentielle, les journalistes essaient donc, autant que possible, de se rendre sur les lieux d'un événement afin de voir les victimes, les corps, les explosions, de leurs propres yeux. La correspondante indépendante avec laquelle nous nous sommes entretenus avait été engagée pour diffuser les informations depuis une zone de conflit après seulement deux années d'expérience radio. Aucune formation n'avait été dispensée avant le début de la mission et aucun contrat n'avait même été signé.

En termes de gestion des correspondants indépendants, des journalistes avec peu d'expérience et pas de formation par une organisation ont parfois été engagés pour des missions dans des zones de conflit sans qu'aucun contrat ne soit signé, ce qui dégage, bien évidemment, l'organisation de média de toute responsabilité. La journaliste avec laquelle nous avons parlé n'avait pas suivi la formation *Hostile Environment First Aid Training* et n'était pas assurée par F24. De plus, elle n'avait pas reçu de gilet pare-balles ni de casque jusqu'à ce que son collègue – journaliste permanent pour F24 – quitte le pays et lui laisse gracieusement son équipement de protection. Mais il est apparu que même les employés permanents de F24 ont parfois travaillé sans gilet pare-balles et ont donc fait face à des situations dangereuses sans protection. De même, l'équipe vidéo n'est pas assurée, rendant difficile l'embauche de personnel dans les zones de conflit. Les correspondants internationaux doivent parfois travailler depuis leur chambre d'hôtel ou leur lieu de résidence temporaire, car les médias grand public ne possèdent pas nécessairement de bureaux partout dans le monde.

Quand ils sont sur le terrain, les journalistes travaillent avec des *fixers*, des locaux qui facilitent le processus de collecte d'informations pour les journalistes car ils parlent la langue locale, connaissent bien la culture et le pays et disposent de contacts. Pendant nos entretiens, nous avons pu voir que, bien que les *fixers* étaient utiles à l'obtention d'informations dans les zones de conflit et que certains journalistes ne peuvent, tout simplement, pas se passer d'eux, ils ont tendance à orienter le journaliste vers une collecte de leur version de l'information, car ils ont généralement des contacts d'un seul côté du conflit.

Notre corpus de données sur France 24 English (F24) est constitué de 58 vidéos d'informations, qui représentent 23 pour cent de la totalité des vidéos d'informations de notre corpus d'informations. La plupart des vidéos de notre corpus ont été présentées comme narrations

(40%), avec 24 pour cent d'interviews seules, 19 pour cent de gros titres et 17 pour cent de reportages. Il termes de représentation internationale dans les vidéos d'informations sur le Printemps Arabe, seulement un pour cent des vidéos mettent en scène une personnalité iranienne, française ou américaine et aucune personnalité russe n'a été présentée (la plus faible représentation internationale des chaînes de notre corpus). Cela montre donc que, malgré qu'il s'agisse d'une chaîne européenne, le point de vue européen n'est pas nécessairement prédominant. En fait, la représentation prédominante dans les informations sur les événements du Printemps Arabe était spécifiquement locale, avec des vidéos montrant des représentants locaux.

Nous avons également pu étudier l'utilisation d'interviews dans nos vidéos d'informations, en analysant les vidéos d'interviews seules ainsi que les interviews des vidéos de directs, de gros titres et de reportages. 74 pour cent des vidéos d'informations de F24 contenaient des interviews. F24 n'a pas mentionné leurs questions d'interviews dans 53 pour cent des vidéos, ce qui signifie que les spectateurs ne pouvaient entendre que les réponses des personnes interrogées, la plupart du temps. Parmi les questions qui peuvent être entendues, F24 a affiché une préférence pour les questions accompagnées d'informations sur la situation générale (75%). L'accent était mis sur les questions portant sur la nature de l'événement (40%) avec peu de questions sur la manière ou sur la raison et la cause. D'autres questions posées ne rentraient pas dans les catégories sélectionnées pour cette recherche. F24 a préféré les interviews de correspondants (85%) par rapport aux acteurs importants de l'événement (28%) et aux experts sur le sujet (17%), choisissant donc la construction par les journalistes des narrations sur le Printemps Arabe. Lors de leur interview, les correspondants de F24 se trouvaient sur les lieux de l'événement dans 58 pour cent des vidéos. Si nous observons de manière spécifique les interviews avec des acteurs importants des événements, F24 a présenté ces interviews dans des reportages (50%) ainsi que comme interviews seules (25%) ou dans les gros titres (25%). Lors des interviews d'acteurs importants de l'événement, le journaliste de F24 se trouvait soit en studio (33%) ou en un lieu non communiqué (67%). Lors d'interviews d'experts sur le sujet, F24 a diffusé des images qui semblaient produites en interne 88 pour cent du temps. F24 a également diffusé des textes en gros titres dans 36 pour cent des vidéos d'interviews d'experts sur le sujet. Des images de télévision publique locale ont été diffusées dans 25 pour cent des vidéos mettant en scène des interviews d'experts et des images amateur ont été diffusées lors de 13 pour cent des vidéos d'interviews d'experts.

III.5. AFP

Cette agence, vieille de plus d'un siècle, possède des bureaux régionaux partout dans le monde, dont le bureau de Nicosie qui agit comme un *hub* d'information relayant et diffusant des informations du Moyen et Proche Orient. Le *hub* d'information est alimenté par des informations provenant des bureaux situés dans plusieurs pays de la région, avec plus de 15 bureaux juste au Moyen Orient, dont l'Algérie, la Jordanie, l'Irak, le Liban, l'Egypte et le Syrie pour n'en citer que quelques-uns.

Retransmettre les informations depuis des zones de conflit qui interdisent la présence des journalistes, comme en Syrie, a forcé l'AFP à ajouter d'autres sources à leur réseau de collecte d'informations pendant les événements du Printemps Arabe, dont des activistes impliqués dans les soulèvements et des associations telles que l'Observatoire des Droits de l'Homme en Syrie, qui, selon l'AFP, se sont révélés être des sources fiables en de multiples occasions. Puisque les informations obtenues d'activistes étaient généralement partiales, l'AFP devait alors faire des vérifications en recoupant et en ajoutant des informations provenant de plusieurs sources variées dans une région. En complément, l'AFP tisse des liens durables avec les activistes, qu'ils ne rencontrent pas, en communiquant avec eux régulièrement, si ce n'est quotidiennement.

En accord avec ses principes au regard de la sécurité des journalistes, l'AFP a mis en garde les journalistes indépendants de ne pas envoyer de documents depuis des régions trop dangereuses pour leurs journalistes, afin de décourager les indépendants de risquer leurs vies. Il en résulte que peu de journalistes expérimentés oseront se rendre sur des lieux que leurs managers leur ont explicitement demandé d'éviter. En conséquence, l'un des problèmes concernant les informations au Moyen Orient, selon l'AFP, est que des journalistes communiquent des informations n'ayant pas été correctement vérifiées et que certains journalistes, travaillant dans des zones de conflit, sont inexpérimentés et ne possèdent pas la connaissance historique de la région et du pays dans lequel ils se trouvent. Une solution à ce problème a été testée lors des mois qui ont suivi le Printemps Arabe en Syrie. L'AFP a formé des personnes résidant en Syrie – des syriens – à la collecte de documents à diffuser internationalement, plutôt que d'envoyer des professionnels dans des zones dangereuses. L'AFP a organisé des ateliers à la frontière entre la Turquie et le Syrie, où elle a formé des *stringers* syriens à la collecte d'informations de Syrie à lui envoyer. Les *stringers* ont reçu de l'équipement et ont été formés à la qualité et au type d'images attendus par l'agence. A leur tour, les journalistes de l'AFP vérifieraient les images en utilisant à la fois des moyens techniques (tels que la vérification des *meta-tags* des fichiers reçus) et des moyens humains (tels que la demande d'informations complémentaires au

stringer via WhatsApp). Selon l'AFP, tous, y compris les journalistes, sont des citoyens et donc, tout élément d'information transmis à l'agence, qu'il provienne d'un journaliste citoyen ou d'un journaliste professionnel, membre de l'AFP, doit être vérifié par recoupement d'informations au niveau du bureau national puis du bureau régional, avant d'être diffusé.

En termes de sélection d'informations, l'AFP travaille sur les faits d'actualité car ce sont eux qui sont demandés par leurs clients, les médias grand public. De plus, les changements sur les faits d'actualité sont également diffusés afin de rendre compte des évolutions dans une zone tenue par les rebelles ou par le régime, par exemple. Chaque perte dans un conflit est prioritaire et, quand le nombre atteint 100, alors chaque centaine est communiquée, puis quand le nombre atteint 1000, alors chaque millier est communiqué. Parce que le nombre de victimes ne représente pas réellement un conflit, l'AFP essaie également d'élaborer des histoires sur les êtres humains, afin de rendre compte de ce qu'il en est de vivre dans une zone de conflit. Les informations qu'elle considère comme de la propagande terroriste, surtout celles mettant en scène des exécutions d'otages, ne sont pratiquement jamais diffusées dans les informations de l'AFP, par respect pour les familles des victimes. L'un des problèmes de ne jamais montrer d'images brutales, même faisant apparaître des terroristes, est que cela dissimule une violence qui, bien que parfois mise en scène, comme une exécution, est en fait bien réelle.

Comme l'AFP, en tant que grossiste en informations, produit des informations pour des clients qui sont des médias grand public avec diverses lignes éditoriales, leurs histoires ne doivent faire apparaître uniquement que les faits, sans aucun angle spécifique mis en avant par la construction de l'information, ce qui pourrait décourager certains clients d'utiliser leurs produits. Cela signifie que les informations sont mises à la disposition de chacun, plutôt que d'être élaborées sur mesure pour un client en particulier. En supplément de la préparation des informations pour leurs clients, médias grand public, l'AFP construit ses informations avec le public final à l'esprit et donc s'assure que leurs documents aient une approche didactique et éducative, en expliquant le contexte, historique et situationnel, des événements dans les informations qu'elle diffuse. L'AFP transmet ses informations à ses clients avant de les diffuser en ligne pour le public final via Google, Yahoo! MSN et les réseaux sociaux comme Facebook et Twitter. Bien que les clients de l'AFP puissent s'abonner à des informations thématiques spécifiques ou régionales via les dépêches AFP, ce ne sont que des filtres qui modifient les informations qu'ils reçoivent et non les informations produites par l'AFP. En complément, l'utilisation d'internet par le public de nos jours n'a pas altéré les méthodes de vérification des informations par l'AFP. A la place, le format des informations a été modifié ; bien que les informations soient les mêmes, le format actuel inclut davantage de photos et de vidéos pour des textes plus courts.

Du fait que les informations circulent très rapidement de nos jours, grâce aux réseaux sociaux, et donc rendant les salles de rédactions encore plus compétitives, l'AFP reconnaît qu'il est

pratiquement impossible d'être le premier à partager une information aujourd'hui. A la place, elle doit s'efforcer d'être la plus exacte et précise. Et, bien que les informations soient découvertes sur les plateformes de réseaux sociaux, en suivant les comptes officiels pour des déclarations officielles, l'AFP a été une retardataire sur les réseaux sociaux et a seulement commencé à *twitter* durant l'année 2011. Depuis, les journalistes de l'AFP ont été formé à l'usage des réseaux sociaux et encouragés à les utiliser, notamment Twitter, Facebook, LinkedIn et Tumblr. Les journalistes de l'AFP sont également tenus d'inclure une mention spéciale sur leurs profils sur les réseaux sociaux précisant que leurs opinions et le contenu qu'ils partagent ne reflètent en rien la position de l'AFP. Il leur est également demandé de rester neutre et de vérifier avec leur bureau avant de diffuser une quelconque information, car cette information pourrait s'avérer fausse.

Parce que les clés des portes de la diffusion ne sont pas uniquement détenues par les médias professionnels, une abondance d'information s'est déversée à travers ces portes, amenant une profusion d'informations à la portée des publics. Mais, selon le rédacteur en chef de l'AFP de Beyrouth, au lieu de se retrouver avec un public davantage averti, cela a conduit à un public plus difficile, qui choisit les informations qui méritent son point de vue et rejette toutes les informations qui contredisent ses idéologies.

En conclusion, le flux d'information de l'AFP commence lorsqu'un événement se produit. Un informateur de l'AFP, un activiste ou un journaliste sur les lieux, sera témoin de cet événement, qui en informera le personnel de l'AFP local, qui, à son tour, vérifiera l'information par recoupement avec d'autres sources. Une fois l'information confirmée, une histoire d'information est élaborée et produite avant d'être envoyée au bureau régional de Nicosie. A son tour, Nicosie va vérifier l'information par recoupements avec d'autres sources avant de diffuser cette information en la distribuant par dépêche à leurs clients et sur d'autres plateformes pour les différents publics.

III.6. Crowdsark

Crowdsark, l'agence de presse des journalistes citoyens, initialement créée en France en 2006 sous le nom de Scooplive (qui a, par suite, évoluée en Citizenside et Newzulu) pour organiser les images générées par des utilisateurs pour que les médias professionnels puissent y accéder, travaille spécifiquement avec les contributeurs à l'information à travers le monde qui envoient des contributions, sous forme de photos, de vidéos, d'interviews ou d'articles pour être utilisés par les médias grand public dans leurs informations. Les contributeurs postent leurs

informations sur la plateforme de Crowdspeak pour être vérifiés et adapté en contenu journalistique pour que les médias, clients, les choisissent et les utilisent.

L'agence a développé une communauté de contributeurs de contenu en donnant la possibilité à leurs clients d'alerter ces contributeurs pour qu'ils recueillent des documents sur des événements qui sont proches d'eux. Les vérifications techniques sont assurées, comme pour l'AFP, par la vérification des *meta-datas* et également par la localisation de l'adresse IP, des pistes GPS et en travaillant en collaboration avec une agence de vérification des informations, Storyful, ainsi que des journalistes de l'agence qui réclament des informations complémentaires aux contributeurs. Les documents vérifiés sont alors convertis en ce que l'agence appelle du « contenu journalistique », en supprimant la subjectivité des images et en ajoutant des informations sur les lieux et autres faits neutres ainsi qu'en incluant la partialité de la source sur les images afin que les clients médias comprennent le point de vue du contributeur.

Tout comme l'AFP, Crowdspeak adopte également une position qui refuse de montrer des images brutales et violentes, mais montrera des images choquantes si elles sont nécessaires à la bonne compréhension de la vérité.

L'agence prépare du contenu vérifié et modifié pour que leurs clients y accèdent sur leurs différentes plateformes et les revenus générés par ce contenu sont distribués entre l'agence et les contributeurs à l'information.

Les contributeurs de contenu ne sont pas formés directement, mais plutôt guidés avec des informations sur comment fournir des documents et des conseils sur la collecte de documents vendables. Les directives établissent une procédure de sélection que les contributeurs adoptent s'ils veulent que leur contenu soit acheté rapidement : le contenu doit être exclusif, téléchargé immédiatement après avoir été obtenu, même posté en direct et doit être en haute résolution. De plus, les contributeurs sont invités à montrer les lieux sur les photos qu'ils prennent, à proposer différents angles de prises de vues et à expliquer pourquoi la photo est significative. On leur demande également de réaliser des interviews avec des acteurs significatifs dans leur environnement. Ils doivent poser des questions ouvertes et ne pas interrompre leurs interlocuteurs quand ils parlent. Bien que l'agence ne fournisse pas d'assurance ni de sécurité d'aucune sorte à ses contributeurs, ils mettent à leur disposition des tutoriels sur la sécurité et peuvent des accréditations aux contributeurs afin de leur faciliter l'accès aux lieux. Les contributeurs sont également prévenus, dans les directives, de ne pas se mettre eux-mêmes en danger.

En conclusion, le flux d'information de Crowdspeak commence lorsqu'un contributeur s'engage à devenir un contributeur de contenu sur la plateforme de l'agence. Les clients médias s'engagent également à acheter les documents sur la plateforme de l'agence ou à prévenir spécifiquement les contributeurs pour envoyer des documents depuis des lieux avoisinants. Le

contributeur collecte alors du contenu sur un événement puis le télécharge sur la plateforme de l'agence. Ce contenu est vérifié, filtré ou modifié par Crowdsparck afin qu'il devienne du contenu journalistique, avant d'accepter sa publication sur leur plateforme pour être sélectionné par les clients médias. Le contenu approuvé peut être acheté par les clients de l'agence de sorte que l'agence soit payée pour ces documents. L'agence, à son tour, s'assure que le contributeur soit payé pour le contenu. Le client média doit inclure une référence à l'agence et au fournisseur de contenu (sauf si l'anonymat est requis) dans l'éventualité qu'il utilise ces documents dans d'autres productions.

Après avoir étudié la manière dont les institutions de l'information média dominantes ont influencé le flux de l'information durant les événements du printemps Arabe, nous avons également observé la manière dont les institutions de l'information publiques dominantes ont influencé le flux de l'information internationale durant les événements du Printemps Arabe. Les informations rassemblées sur les divers pays représentés dans notre corpus d'informations sont le résultat d'une recherche documentaire basée essentiellement sur des articles de presse et des publications d'organisations internationales.

III.7. Bahreïn

Au Bahreïn, il est apparu que, bien que le pays avait le meilleur accès à Internet, y compris dans les lieux publics et un taux de pénétration très élevé pour les téléphones portables, les lois ne favorisaient pas la publication ou l'accès à l'information, à tel point que le pays était classé « *Not Free* » par la Freedom House depuis 2012 jusqu'en 2017 (Freedom House 2011a). Le pays, une monarchie, suit la loi martiale, ce qui a conduit à des pressions sur les manifestants ou les médias durant leur soulèvement. Il existe des rapports selon lesquels des manifestants, des individus et des membres des médias ont été arrêtés, placés en détention, battus, torturés et même tués. Même les organisations internationales se sont vues refuser l'entrée sur le territoire en 2011. La loi de presse de 2002 a restreint les droits des médias, rendant les critiques sur l'Islam, sur le Roi ou sur les réformes gouvernementales, passibles d'emprisonnement et d'amendes. De plus, lors du soulèvement, à cause de l'absence de décret pour la liberté de l'information, le gouvernement pouvait censurer et fermer les médias, nationaux comme internationaux. Des journaux ont été fermés, des livres et des films ont été interdits, des sites internet ont été bloqués et des individus ont même été persécutés. En complément, des lois anti terroristes strictes ont été utilisées contre n'importe quel groupements politiques en opposition

avec le gouvernement (Freedom House, 2012a). Bien que les réseaux sociaux aient été accessibles, certaines pages spécifiques de ces réseaux sociaux étaient souvent bloquées.

Les Bahreïnais ont été identifiés comme les plus actifs sur Twitter durant le Printemps Arabe. Mais les sites de diffusion en direct étaient bloqués, ainsi que les services de discussions en ligne utilisés spécifiquement pour les discussions politiques, tels que Paltalk. En sus de la censure des médias privés, il est également apparu que le gouvernement a falsifié les informations en provenance du Bahreïn (Desmukh, 2013 ; PR Watch, 2012). Il existe des rapports du gouvernement Bahreïni employant des entreprises de relations publiques internationales dans le but de répandre des informations pro gouvernementales et discréditer les activistes et l'opposition (Bahrain Watch, 2012). De plus, des *trolls* ont été payés pour attaquer la crédibilité des utilisateurs postant des commentaires anti gouvernementaux en ligne (2012).

Notre corpus de vidéos d'informations couvrant le Bahreïn représente huit pour cent de la totalité de nos vidéos d'informations et se concentre sur le soulèvement Bahreïni et l'intervention Saoudienne dans le pays. Les événements ont été représentés dans des vidéos présentant quatre pour cent de personnalités iraniennes et 14 pour cent de personnalités américaines. L'Arabie Saoudite était, bien sûr, également présente, mais le pourcentage n'a pas été calculé car cette donnée ne faisait pas partie des critères recherchés pour l'analyse des représentants internationaux non arabes de notre corpus. Les lieux des séquences dans les vidéos d'informations sur le soulèvement Bahreïni se trouvaient essentiellement au Bahreïn (90%), avec quelques vidéos montrant également l'Arabie Saoudite (14%), les Etats Unis (14%), l'Iran (5%) et d'autres lieux divers (5%)². Les images présentes dans les vidéos sur le Bahreïn varient de l'équipement militaire (67%) à des manifestations pacifiques (38%), d'émeutes violentes (38%) à des images de destruction (24%). Elles montrent également des conférences de presse (14%) et la souffrance (14%). 90 pour cent des vidéos sur le Bahreïn mettent en scène des interviews et les histoires sont relatées uniquement par les acteurs importants de ces événements (57%) et par des experts sur le sujet (48%). Aucun correspondant n'est questionné sur les événements et cela n'est pas surprenant, considérant les pressions exercées sur les journalistes.

III.8. Egypte

Egalement en Egypte, l'existence de barrières spécifiques à la communication a pu être relevée, en lien avec des lois sur la communication mises en place par le gouvernement. En 2010,

² Les lieux des séquences recherchés dans notre analyse sont : Inconnu, Autre, Etats Unis, Royaume Uni, Turquie, Arabie Saoudite, Palestine, Israël, Iran, France et le même pays.

seulement un an avant le soulèvement Egyptien, l'ONU considérait l'Egypte comme le troisième pays d'Afrique en termes d'accès et d'ouverture à Internet et sa position est tombée à la cinquième place, juste un an plus tard, suite à la révolution. En 2011, l'Egypte comptait plus de 200 fournisseurs d'accès à Internet (United Nations, 2012) et les Egyptiens diffusaient leurs informations partout dans le monde en utilisant des sites d'informations créés par des activistes et des journalistes citoyens.

Le gouvernement Egyptien a exercé des pressions sur des individus ou des journalistes qui manquent de respect à l'Islam ou au Président Egyptien depuis, au moins, 2007, à cause de la loi de presse de 2006, qui rend illégal la diffusion de fausses informations, la critique du président, de la religion ou du pays. De plus, la constitution Egyptienne autorise l'intervention du gouvernement dans les médias afin de maintenir l'ordre public. En fait, l'Egypte était reconnue comme l'un des pires pays pour entretenir un blog du fait des pressions violentes sur les bloggeurs. Les individus, les journalistes, professionnels et amateurs, ont été menacés, placés en détention, arrêtés et violentés – y compris des violences sexuelles – torturés et tués à la fois par la police et les militaires en de nombreuses occasions (Martinez 2011, CPJ 2011a, CPJ 2011b).

Malgré un mauvais accès à Internet, les Egyptiens étaient les premiers utilisateurs arabes de Facebook en 2011. Le gouvernement Egyptien n'a pas bloqué les réseaux sociaux avant la moitié de l'année du soulèvement en 2011 ; toutefois, deux groupes Facebook comptant un grand nombre de membres ont été bloqués. Les bloggeurs, en Egypte, sont devenus si actifs autour de 2008 qu'ils sont devenus des célébrités des médias et ont même reçu des récompenses internationales. L'armée a payé pour des commentaires positifs à propos du gouvernement Egyptien et a changé les contenus de certains diffuseurs médias indépendants. Les sites internet de l'opposition, tels que celui des Frères Musulmans ont été bloqués, tout comme les sites officiels des médias arabes internationaux comme Al Jazeera et BBC Arabic et Al Arabiya. Des sites de médias arabes plus petits ont aussi été la cible de ralentissement et de coupures de réseau (ANHRI/IFEX 2010). De plus, les bureaux de médias professionnels, comme ceux d'Al Jazeera, ont été fermés.

Notre corpus de vidéos d'informations couvrant l'Egypte représente 39 pour cent de toutes les vidéos d'informations, essentiellement lors des soulèvements lors des mandats de Mubarak et de Morsi. Le premier soulèvement est uniquement représenté avec des personnalités Egyptiennes, tandis que le second montre également des représentants des Etats Unis dans un faible pourcentage (5%) de vidéos. Les deux événements sont principalement représentés avec des images d'Egypte, avec, pour le premier soulèvement, 100 pour cent d'images d'Egypte et, pour le second, 89 pour cent de vidéos montrant des images d'Egypte. De plus, il y a également

très peu d'images des Etats Unis (3%), de Palestine (3%) et d'autres lieux ou de lieux inconnus (5% pour chaque). Le premier et le second soulèvement Egyptiens sont largement représentés par des images de manifestations pacifiques (respectivement 67% et 55%). Le premier soulèvement est aussi représenté avec des images d'émeutes violentes (28%) et d'équipement militaire (28%) mais avec très peu de discours publics (6%), de destruction (6%) et de souffrance (6%). Le second soulèvement, de manière similaire, est aussi représenté avec quelques images d'émeutes violentes (26%) et d'équipement militaire (24%). Il y a, toutefois, davantage de représentations de discours publics (15%) et un pourcentage sensiblement plus élevé de conférences de presse (34%) et de destruction (15%). Il y a également moins d'images mettant en scène la souffrance (3%). Les deux soulèvements sont largement représentés en utilisant des interviews (respectivement 83% et 73%) avec une préférence pour les interviews d'acteurs importants de l'événement (respectivement 56% et 46%). Le premier soulèvement est aussi représenté via des interviews avec des correspondants dans 28 pour cent des vidéos, tandis que le second soulèvement n'est représenté par des interviews avec des correspondants que dans 14 pour cent des vidéos. Pour terminer, alors que le premier soulèvement n'est pas du tout représenté avec des experts sur le sujet, le second l'est, avec 19 pour cent des vidéos mettant en scène des experts.

III.9. Libye

En Lybie, l'accès à Internet a été lent et coûteux suite aux sanctions consécutives à l'attentat de Lockerbie. Malgré que le gouvernement ait encouragé le développement des nouvelles technologies depuis l'an 2000, l'accessibilité était encore coûteuse pour la majorité des Libyens, en 2011 (Freedom on the Net, 2012). Des prix élevés pour Internet et des prix très bas pour les cartes SIM ont encouragé l'utilisation du téléphone portable au sein de la population. Mais les télécommunications et Internet étant gérés par le gouvernement, cela a conduit à un environnement restrictif pour les communications sous Gaddafi, avec la plus grande partie du conflit de 2011 victime d'un blackout des communications, autant en ce qui concernait Internet que les communications téléphoniques (Freedom on the Net 2012).

Des hackers Chinois et d'Europe de l'Est se virent confier la mission de stopper la distribution de contenu anti-gouvernemental. De plus, le gouvernement épiait les conversations téléphoniques et en ligne, utilisant le logiciel franco-émirati Offline. Il existe des rapports de la Freedom House (2012b) et des journalistes que nous avons interviewés selon lesquels les reporters internationaux ont été invités, durant le conflit de 2011, à relater les informations du

point de vue du régime dans un style de propagande. Les journalistes ont été sondés, puis on leur a dit où ils pouvaient aller et à qui ils pouvaient parler.

Les cybercafés informaient leurs clients sur les sites internet à ne pas visiter, ceux qui pouvaient porter préjudice à la « sécurité nationale » ou aux « bonnes mœurs » (Freedom on the Net 2012).

Les blogs n'étaient pas aussi actifs que dans les autres pays arabes avant 2011 et se concentraient sur du contenu non politique, à l'exception de ceux créés par des Libyens vivants dans d'autres pays (Gazzini 2007; Freedom on the Net 2012). Lors du conflit, les blogs politiques se développèrent au sein de la diaspora et commencèrent également dans l'Est du pays.

La Déclaration Constitutionnelle Libyenne de 1969 et la Charte Verte des Droits de l'Homme de 1988 garantissent la liberté d'expression et d'opinion tout en la limitant à la fois. Donc, comme au Bahreïn et en Egypte, les lois Libyennes rendent condamnables (jusqu'à la peine de mort) les individus ou les professionnels qui menaceraient la religion, la sécurité nationale ou le gouvernement, y compris accéder à des informations qui menaceraient la religion, la sécurité nationale ou le gouvernement (Freedom on the Net, 2012). Des journalistes ont été enlevés, torturés et tués. De plus, des chaînes d'information, comme Al Jazeera, ont été bloquées (Reporters without Borders 2005, aljazeera.com, 2011, Freedom on the Net 2012; Committee to Protect Journalists 2011a).

Notre corpus de vidéos d'informations couvrant la Libye représente 20 pour cent du total de nos vidéos d'informations, essentiellement sur le conflit Libyen et la mort de Gaddafi. La mort de Gaddafi présente une faible (7%) représentation internationale (Britannique et Américaine) et le conflit Libyen présente une représentation Américaine légèrement supérieure (19%), ainsi que Britannique (10%) et Française (8%) en dépit du fait qu'elle soit intervenue. Les images des vidéos d'informations sur la mort de Gaddafi sont, en grande majorité, de Libye (93%) avec très peu d'images de lieux inconnus (7%) ou d'autres pays (7%). Le conflit Libyen, en revanche, présente moins d'images de Libye (seulement 70%), avec un pourcentage minime (3%) en France, 19 pour cent dans d'autres pays et 14 pour cent de lieux non communiqués. Les images du conflit montrent essentiellement de l'équipement militaire (73%) et des images de destruction (65%) ainsi que des conférences de presse (49%), quelques manifestations pacifiques (8%), peu d'images de souffrance (5%) et de discours publics (3%). La mort de Gaddafi est essentiellement représentée par des images de souffrance et de mort (64%) et une proportion similaire d'images de destruction que le conflit en lui-même (64%), mais met en scène moins d'images d'équipement militaire (43%) et beaucoup moins de conférences de presse (14%) et moins d'images de discours publics (7%). Le conflit a été représenté avec des interviews sur un peu plus de la moitié des vidéos d'informations (54%), avec une préférence

particulière pour les acteurs importants des événements. La mort de Gaddafi est représentée avec des interviews dans 71 pour cent des vidéos, également avec une préférence pour les interviews d'acteurs importants de l'événement. Les deux événements sont très peu représentés par des interviews de correspondants.

III.10. Arabie Saoudite

En Arabie Saoudite, l'accès à Internet, comme en Libye, ne s'est fait qu'en 1998, avec les provinces pauvres n'ayant qu'un accès de mauvaise qualité. A cause des coûts élevés, comme dans d'autres pays étudiés, la population s'est naturellement tournée vers l'utilisation des téléphones portables et donc, en 2012, la pénétration des téléphones portables a progressé de 191 pour cent en 5 ans (Freedom House, 2012).

Aucun équipement de communication n'a été interdit en Arabie Saoudite, sauf pour les organisations sécuritaires. Le service Blackberry – mais pas le matériel – a été interdit en 2012, jusqu'à ce que le gouvernement soit autorisé à avoir accès aux messages cryptés.

Bien que le paysage politique de l'Arabie Saoudite en 2011 n'était en rien aussi catastrophique que les autres soulèvements arabes, les Saoudiens ont critiqué le gouvernement sur les réseaux sociaux and dans les blogs et des utilisateurs de nouvelles technologies ont été arrêtés et le gouvernement a émis des mises en garde en ligne et hors ligne tout en interdisant les manifestations. Des personnes ont été embauchées pour mettre en garde ceux qui critiquaient le gouvernement en ligne ou lors de manifestations publiques. Et, bien que le gouvernement ait bloqué le contenu qui salissait la réputation Saoudienne, tel que montrer des régions pauvres, il a aussi mis en place des discussions en ligne avec des citoyens afin de comprendre leurs besoins. Par exemple, les victimes des inondations de Djeddah en 2012 ont été indemnisées après que le Roi ait vu des vidéos des inondations en ligne.

Tout le monde étant surveillé, à la fois en ligne et hors ligne, des activistes ont été placés en détentions et victimes de pressions (Freedom House 2012). Tout comme en Libye, les cybercafés étaient surveillés. En plus de devoir fournir les informations concernant leurs clients, ils devaient également installer des caméras cachées pour surveiller leurs clients, seuls les adultes étaient autorisés à accéder à Internet et des couvre feux ont été instaurés.

Le plus grand nombre de *tweets* arabe vient d'Arabie Saoudite mais les pages qui critiquent la politique, la religion ou les droits de l'homme, y compris le droit de conduire pour les femmes, ont été rendues inaccessibles. Les lois anti terrorisme d'Arabie Saoudite condamnent les coupables à un minimum de dix ans d'emprisonnement, pour toute forme de rébellion contre le

gouvernement, y compris la simple demande de réforme politique. Les Saoudiens ont contribué aux discussions plutôt que de créer les blogs eux-mêmes, conduisant à un grand nombre de micro bloggeurs (sur les réseaux sociaux) qui ne reflète pas le nombre de bloggeurs, qui sont essentiellement des femmes et qui ne créent pas de contenu politique, peut-être le résultat d'une autocensure.

Les sites internet contenant un tel contenu, ainsi que du contenu et des informations sur des sujets illégaux comme l'alcool, les drogues, le jeu ou le terrorisme, ont également été bloqués. Le pays a rendu criminel l'acte de *hacker* les emails ou les sites internet « pour changer, modifier, détruire ou empêcher l'accès » et la publication de contenu qui critique le gouvernement (Freedom House 2012). Les sites d'information étaient financés pour refléter l'opinion gouvernementale et ceux qui refusaient étaient fermés. La Loi Basique d'Arabie Saoudite de 1992 n'autorise pas la liberté de la presse. Le Press and Publication Act de 2000 considère les individus et les professionnels qui publient tout type de contenu de manière égale, imposant à chacun de disposer d'une autorisation de publication, même les bloggeurs qui souhaitent rester anonymes. Il y a eu des rapports concernant des mises en détention et des arrestations sans motifs et des condamnations allant d'amendes à des emprisonnements à vie et des exécutions (Knickmeyer 2013; Toumi 2012; Committee to Protect Journalists 2010b; Committee to Protect Journalists, 2011). La critique des dirigeants religieux est interdite et la presse est considérée comme un outil d'éducation, qui doit agir comme un porte-parole du gouvernement et dont le rôle est d'assurer l'harmonie et l'unité nationale. Jusqu'à présent, le seul moyen de discuter de sujets controversés en Arabie Saoudite est via la satire ou des vidéos comiques postées sur YouTube.

Notre corpus de vidéos d'informations qui couvrent l'Arabie Saoudite représente seulement trois pour cent de toutes nos vidéos d'informations, essentiellement sur le droit de vote des femmes en Arabie Saoudite. Cet événement ne montrait aucune personnalité internationale. Les images dans les vidéos sont toutes de l'Arabie Saoudite (100%) avec 14 pour cent des vidéos montrant également des images d'autres pays. Les images de l'événement Saoudien montre surtout des conférences de presse (86%) et d'autres types d'images qui ne font pas partie de notre analyse. L'événement a été représenté par des interviews dans 71 pour cent des vidéos, avec une préférence pour les interviews d'experts sur le sujet (71%) et quelques acteurs importants de l'événement (29%).

III.11. Syrie

En Syrie, l'infrastructure des télécommunications est l'une des moins bien développées au Moyen Orient et, à la fin l'année 2010, seulement un cinquième de la population avait accès à internet. Entre 2010 et 2011, les quatorze FAI de Syrie appartenaient au gouvernement, étaient surveillés et censurés. Toute entreprise Internet privée devait obtenir des autorisations pour fonctionner et les cybercafés étaient surveillés par le gouvernement. Tout comme dans les autres pays étudiés pour notre thèse, la pénétration des téléphones portables était bien supérieure à l'accès à Internet avec plus de 40 pour cent de la population utilisant des téléphones portables en 2010 (Freedom House, 2012b) (Cette donnée a été modifiée à la baisse suite au soulèvement et à la guerre, qui a détruit une grande partie des infrastructure de communication). Afin de rester anonymes, lors du soulèvement, les activistes utilisaient les cartes SIM d'amis décédés (idem).

Début 2011, le gouvernement Syrien bloquait Internet et le réseau de téléphones portables dans certaines parties du pays ou dans le pays tout entier pour un certain laps de temps, avec des couvre feux instaurés dans certaines régions et des limites sur la quantité de données pouvant être téléchargées via Internet (idem, Weiss 2011).

Les sites internet étaient aussi filtrés et bloqués s'ils contenaient des informations politiques ou sur les droits de l'homme, tout comme en Arabie Saoudite. De plus, le gouvernement Syrien a bloqué les sites internet des minorités, tels que les Kurdes, et les groupes, comme les Frères Musulmans. Même les sites internationaux opposés à l'influence Syrienne au Liban basés hors du domaine Israélien « .il », étaient limités. Les sites créés par des activistes, en 2011, étaient également bloqués (Freedom House, 2012b). Et, à l'image des autres pays étudiés dans notre thèse, les lois Syriennes rendent illégale la critique du gouvernement, de l'armée et tout sujet relatif aux autorités. Ceci a conduit à l'autocensure, du fait de laquelle les Syriens évitent de publier des informations sur les religions ou les minorités ethniques. Les sites internet sont censurés par le gouvernement et enfreindre la loi entraîne de lourdes amendes. En 2011, il y a eu des rapports selon lesquels des centaines d'utilisateurs d'Internet, des bloggeurs, des journalistes citoyens ont été mis en détention et arrêtés, parfois simplement pour avoir posté un commentaire en ligne ou partagé une photo ou une vidéo qui serait anti gouvernementale. Il y a également des rapports d'utilisateurs d'Internet étant torturés et même tués (Freedom House, 2012c). Depuis 1992, 123 journalistes ont trouvé la mort en Syrie, dont 31 enregistrés pour 2012 ; ce chiffre est descendu à 7 en 2018 (CPJ 2018).

En plus d'être répréhensible pour les journalistes de publier quoi que ce soit contre le gouvernement ou le pays, la Loi de Presse de 2011 autorise le régime à diriger tous les médias

et même certains médias internationaux ont été dirigés et fermés avant le soulèvement (Freedom House, 2011b). La loi de médias, réformée en 2011 en réponse au soulèvement, est connue sous le nom de loi schizophrénique des médias, car, bien qu'elle accorde une place aux médias qui ne soit pas un monopole et supprime les peines de prison pour les infractions de la presse, et établissant que les attaques contre les journalistes sont considérées comme des attaques sur des officiels Syriens, l'article impose également la responsabilité d'interdire toute publication qui affecterait de façon négative la sécurité du pays par quiconque qui utiliserait son droit à la liberté d'expression. Ceux qui n'assumeraient pas leur responsabilité seraient passibles d'amendes élevées (Freedom House, 2012c ; Reporters without Borders, 2011). Nous avons pu également remarquer que la propagande est chose courante dans tous les médias, la plupart étant soit gérés par le gouvernement ou, au moins, contrôlé par les autorités et la plupart du contenu amateur, trouvé dans les médias internationaux, est déclaré faux par le régime Syrien (Freedom House, 2012d).

L'utilisation des réseaux sociaux et de certains programmes a également été censurée en utilisant un logiciel de surveillance Italo-Américain (Freedom House, 2012b ; Valentino-DeVries, Sonne, and Malas, 2011). Les réseaux sociaux ont été censurés en Syrie depuis 2000 et les Syriens ont dû utiliser des *proxis* pour accéder au contenu des réseaux sociaux jusqu'en 2011, quand les activistes ont remarqué que le gouvernement voulait attirer et encourager la population à communiquer en ligne afin de pouvoir surveiller les stratégies des activistes. Cela a fonctionné car les activistes de l'opposition et les partisans du gouvernement ont utilisé les réseaux sociaux pour exprimer leurs opinions (Reuters Staff, 2011). Des activistes des Droits de l'Homme ont également tenté d'utiliser les réseaux sociaux de manière anonyme lors du soulèvement. Les blogs, la VoIP et les applications de messagerie ont aussi été bloquées de manière intermittente par le gouvernement Syrien (Thomas 2012). Conséquence des sanctions économiques sur la Syrie, les prestataires de services Américains n'ont pas été autorisés à fournir des services aux Syriens, allant du logiciel de partage de photos Picassa de Google à Google Maps, pendant une certaine période (Google, 2012) .

Nous avons également pu remarquer que le contenu pro gouvernemental téléchargé dans le but de discréditer le contenu anti gouvernemental l'était depuis l'Irak ou le Liban (idem). Tout comme dans les pays précédemment étudiés dans notre thèse, le gouvernement Syrien a fait appel à de la création de contenu. La Syrian Electronic Army, la première armée Internet arabe créée, maintenant sur la liste des personnes les plus recherchées du FBI, avait reçu pour ordre de discréditer tout contenu anti gouvernemental et également d'inonder les pages de réseaux sociaux les plus populaires de contenu pro-Assad (Noman, 2011 ; Preston, 2011). En retour, les pages qu'ils essayaient d'ouvrir sur Facebook et Twitter étaient immédiatement fermées par Facebook et Twitter. Cette armée a été plus loin et a piraté des sites internet Syriens bien connus

et même des sites Britanniques et Italiens ainsi que les pages Facebook de l'UE, de la Maison Blanche et d'autres personnalités ou organisations connues, changeant et manipulant le contenu de ces pages et parfois les rendant inaccessibles (Coughlan, 2011 ; Holt, 2012 ; Noman, 2011 ; Reuters Staff, 2012).

Notre corpus de vidéos d'informations couvrant la Syrie représente 20 pour cent du nombre total de vidéos d'informations, avec quatre événements représentés : le premier discours d'Assad après les premières manifestations, la démission des membres du gouvernement, la déclaration officielle de guerre civile en Syrie et l'attaque au gaz sarin dans le Ghouta. En termes de représentants internationaux dans les vidéos concernant ces événements, la démission des membres du gouvernement met en scène des représentants internationaux avec 12 pour cent des vidéos montrant des représentants Français. Egalement, l'attaque dans le Ghouta, présente des personnalités Américaines dans 20 pour cent des vidéos, des représentants Russes et Britanniques dans six pour cent des vidéos et des représentants Français dans seulement trois pour cent des vidéos. Les images dans les vidéos sont toutes des images de Syrie, avec les séquences sur le discours d'Assad montrant des images de Syrie dans 86 pour cent des vidéos, ainsi que des images d'Arabie Saoudite et des Etats Unis dans 14 pour cent des vidéos. La démission du gouvernement est aussi représentée avec des images de Syrie dans 86 pour cent des vidéos. De plus, 13 pour cent des vidéos montrent des images de Turquie et 13 autres pour cent des vidéos montrent des images de lieux non précisés. Dans les informations traitant de l'évolution du conflit syrien en une guerre civile, 100 pour cent des vidéos montrent des images de Syrie et cinq pour cent montrent des images provenant soit de lieux non précisés, soit d'autre lieux ne faisant pas partie de notre analyse. Les quatre événements Syriens ont été représentés par différentes images. Le discours d'Assad a été représenté avec des images de manifestations pacifiques 71 pour cent du temps. De plus, 57 pour cent des vidéos montraient des conférences de presse, 43 pour cent montraient des discours publics et 14 pour cent des vidéos montraient des émeutes violentes. Peu de temps après, la démission des membres du gouvernement a aussi été représentée par des images de manifestations pacifiques (63%), mais aussi avec des images de destruction (38%) avec moins d'images de conférences de presse (25%) et l'introduction de scènes montrant de l'équipement militaire (13%). La déclaration de guerre civile a essentiellement été représentée avec des images montrant la destruction et les explosions (75%). Il n'y avait aucune image d'émeutes, de discours, de conférences de presse, de manifestations pacifiques, d'équipement militaire ou de mort ou de souffrance ; d'autres images n'appartenaient à aucune des catégories de notre analyse. Des images de conférences de presse (37%), d'équipement militaire (37%) et de mort/souffrance (37%) ont principalement été

utilisées pour représenter l'attaque au gaz sarin dans le Ghouta. De plus, il n'y avait qu'une représentation minimale de destruction (3%) ou de démonstrations pacifiques (3%).

En ce qui concerne les interviews, le discours d'Assad a été représenté avec des interviews seulement dans 14 pour cent des vidéos, parmi lesquelles il y avait une nette préférence pour les interventions de correspondants (100%). La démission des membres du gouvernement a été représentée avec des interviews dans 63 pour cent des vidéos, avec une préférence pour les correspondants (40%) et les acteurs importants de cet événement (40%). Toutes les vidéos sur la déclaration de guerre civile montraient des interviews mettant en scène des correspondants (50%) et des acteurs importants de l'événement (50%). Aucun de ces événements n'a présenté d'interview avec des experts sur le sujet. L'attaque dans le Ghouta a été représentée par des interviews dans 67 pour cent des vidéos, parmi lesquelles les experts sur le sujet avaient la préférence (67%) avec également des interviews d'acteurs importants de l'événement (33%) et des correspondants (24%).

III.12. Tunisie

Les Tunisiens ont eu accès à Internet en 1996 et le gouvernement a baissé les coûts d'équipement au début des années 2000, encourageant la connexion à Internet à tel point que les Tunisiens ont exprimé leurs préoccupations politiques en ligne. Des FAI publics et privés fournissaient l'accès à Internet aux Tunisiens ainsi qu'aux écoles, universités, centres de recherches et cybercafés mais tous les abonnements à Internet passaient par la compagnie de téléphone nationale. Comme pour tous les autres pays étudiés dans le cadre de cette thèse, la pénétration des téléphones portables était encore plus élevée que la connexion à Internet, avec peu de personnes utilisant internet sur leur téléphone, en 2011, pour des raisons de coût (Freedom House, 2011a).

En 2011, 34 pour cent des Tunisiens étaient connectés à Internet, mais ces derniers devaient faire face à la censure politique de la cyber-police du gouvernement de Ben Ali et les bloggeurs et les utilisateurs d'Internet étaient arrêtés et il était impossible de rester anonymes ou d'avoir le droit à la confidentialité. Nous avons appris comment Ali Bouazizi a filmé l'auto immolation de son cousin et ses funérailles, partageant les deux vidéos en ligne, puis a été arrêté et battu par les autorités avant de fuir le pays (Lageman, 2016 ; Mackey, 2011). Les journalistes étaient également la cible des autorités Tunisiennes, en étant menacés, arrêtés, violentés et forcés à

l'exil, conduisant à l'autocensure (Ben Gharbia, 2009) (Committee to Protect Journalists, 2010b ; Freedom House, 2010)

Bien que les cybercafés soient populaires, comme dans les autres pays étudiés, ils étaient aussi surveillés de près et le contenu politique et pornographique était inaccessible à partir des cafés. Près de 100 blogs politiques ont été bloqués par le gouvernement de façon intermittente en 2010 et certains messages étaient supprimés après leur publication. Comme dans les autres pays étudiés, les autorités Tunisiennes ont aussi manipulé le contenu en ligne en donnant des instructions à des groupes pour créer du contenu pro gouvernemental, parfois forçant même des organisateurs de rassemblements à créer de fausses vidéos annulant les rassemblements à poster en ligne et parfois en piratant les médias en ligne pour changer le contenu (Freedom House, 2011a). De plus, les applications pour les contenus vidéo, allant de Dailymotion et YouTube à WatTV étaient bloquées. Les services VoIP étaient interdits, mais accessibles et les réseaux sociaux, tels que Facebook et Twitter, étaient temporairement bloqués, avec certains comptes spécifiquement ciblés (Freedom House, 2011a ; Ben Gharbia, 2010). De manière similaire aux autres pays étudiés dans notre thèse, il était passible de sanctions et de censure de publier du contenu incitant à la haine, au terrorisme, au désordre public, au fanatisme racial ou religieux, ou portant atteinte à la dignité de chacun, de la Tunisie en tant que pays et du Président (Freedom House 2011c; Freedom House 2011d).

Bien qu'il existait, en Tunisie, une presse indépendante, les autorités contrôlaient la distribution des médias en s'assurant que seuls les journaux pro gouvernementaux étaient distribués dans certaines zones. Les médias qui souhaitaient diffuser devaient obtenir une autorisation du gouvernement et, bien que les satellites étrangers étaient accessibles, Freedom House nous fait remarquer que certaines chaînes TV étaient bloquées par le gouvernement en 2010. Les médias internationaux qui ont couvert les manifestations Tunisiennes de Décembre 2010 ou imprimé des documents montrant le peu de respect pour les droits de l'homme en Tunisie étaient lourdement censurés (Freedom House 2010).

Notre corpus de vidéos d'informations couvrant la Tunisie représente neuf pour cent de toutes nos vidéos d'informations avec essentiellement deux événements : l'histoire de Bouazizi et la chute de Ben Ali. En termes de représentation internationale dans les vidéos concernant ces événements, aucune des vidéos ne montre de représentant international. Les images dans les vidéos sont principalement de Tunisie, avec 86 pour cent des vidéos sur Bouazizi montrant des images de Tunisie et 14 pour cent montrant des lieux inconnus ou non communiqués. En ce qui concerne la chute de Ben Ali, toutes les vidéos (100%) montrent des images de Tunisie et 11 pour cent des vidéos montrent aussi des lieux qui ne font pas partie de notre analyse. Les vidéos d'informations sur Bouazizi présentent autant des émeutes violentes que la destruction (43%)

que des manifestations pacifiques (43%). Les vidéos concernant la chute de Ben Ali montrent autant d'équipement militaire que de destruction (44%) et autant d'émeutes violentes (33%) que de manifestations pacifiques (33%). Quelques images de conférences de presse (11%) sont également présentées. Les sujets sur Bouazizi sont relatés à l'aide d'interviews dans 71 pour cent des cas, tandis que ceux sur la chute de Ben Ali ne mettent en scène des interviews que dans 44 des vidéos. Lorsque des interviews sont utilisées, elles montrent toutes des acteurs importants des événements.

III.13. Yémen

Enfin, au Yémen, l'un des pays les plus pauvres des nations arabes, pour cause de conflits et de désastres naturels, la mauvaise infrastructure et le faible taux d'alphabétisation, rendent l'usage d'Internet peu populaire depuis son introduction, au milieu des années 90 avec seulement 15 pour cent du Yémen connecté à Internet en 2011.

Malgré la faible connexion, le gouvernement filtre les divers sites qui critiquent l'Islam, présentent du contenu pornographique ou LGBT et filtre de façon intermittente les sites politiques ou d'information, y compris les forums, dont le nombre croît depuis 2009. La police Yéménite a perquisitionné les domiciles et les bureaux et a surveillé toutes les communications (U.S. Department State, 2008). Tous les écrans des cybercafés sont visibles et des logiciels de surveillance peuvent être utilisés pour suivre et bloquer certaines activités (Al-Omari, 2009 ; Mareb Press, 2008 ; OpenNet Initiative, 2009).

Malgré que la constitution Yéménite déclare la liberté de la presse, la presse est tenue de se conformer à la loi (Yemeni Government, 1990) et des journalistes ont été menacés, torturés et assassinés. Des journalistes internationaux ont été déportés ou interdits de séjour (Freedom House, 2011b) et certains centres de distribution internationaux ont été attaqués (Freedom House, 2012e). Des journaux ont été fermés et des services d'information ont été suspendus. Il y a également eu des pressions sur la population et la presse (OpenNet Initiative, 2009). A cause d'une activité terroriste grandissante au Yémen en 2009, la presse a été poursuivie selon les lois anti terroristes plutôt que celles de la presse (Freedom House, 2011b). En 2011, le gouvernement a augmenté les difficultés de fonctionnement des diffuseurs d'informations en demandant aux propriétaires de justifier de plusieurs années d'expérience et de grosse sommes à investir pour fonctionner ; de plus, plusieurs diffuseurs ont été fermés (Freedom House, 2011b). En 2011, le gouvernement possédait plusieurs compagnies de média ou au moins les

contrôlait, tandis que d'autres étaient affiliées à d'autres partis politiques ou étaient dirigées par des organisations publiques.

Notre corpus de vidéos d'informations couvrant le Yémen ne représente qu'un pour cent de toutes nos vidéos d'informations, se concentrant sur les départs répétés du pays du Président Saleh entre 2011 et 2013. Aucun représentant international n'est présenté dans aucun des vidéos sur le Yémen. Les images des vidéos sont essentiellement des images du Yémen (90%) mais également d'Arabie Saoudite (40%) et d'autres lieux non communiqués (10%). Les séquences montrent des manifestations pacifiques dans 80 pour cent des vidéos, ainsi que des conférences de presse (60%), de l'équipement militaire (20%), quelques discours publics (10%) et très peu de destruction (5%). Des interviews sont utilisées pour relater les histoires du Yémen dans 80 pour cent des vidéos, avec une préférence marquée pour les acteurs importants des événements (75%) et quelques experts sur le sujet (25%).

III.14. Théorisation sur l'utilisation de l'Interview dans les Informations

Nous avons également répondu en partie à [QR3] Comment les contributions à l'information ont-elles été utilisées pour construire les reportages internationaux – en identifiant les interviews comme un type de document contribué. Le chapitre identifie les façons d'interviewer des correspondants, qui ont été regroupées en deux catégories : (1) les interviews avec des correspondants présents sur les lieux des événements ont été observés selon trois angles : (i) la personne qui dirige l'interview (le présentateur en studio) et la personne qui lui répond (le correspondant sur site) font toutes les deux face à la caméra, parlent directement l'un avec l'autre, mais aussi s'adressent aux spectateurs directement, (ii) les voix du présentateur en studio et du correspondant sont diffusées, sans leurs visages et (iii) le présentateur en studio fait face à la caméra et présente le correspondant sur site en superposition vocale, et (2) les interviews avec les correspondants ne se trouvant pas sur les lieux des événements ont pu être observées sous quatre aspects : (i) montrant à la fois le présentateur et le correspondant en studio, l'un posant les questions et l'autre y répondant, (ii) le correspondant se trouvant dans un lieu significatif mais autre que le lieu de l'événement, (iii) le correspondant répond aux questions en direct depuis un lieu significatif mais autre que le lieu de l'événement et (iv) le

correspondant se trouve sur un lieu proche du lieu de l'événement. La manière dont les experts sur le sujet ont été interviewés a également été observée et nous avons pu remarquer que les questions à l'intention des experts étaient (1) généralement non perceptibles sur la vidéo et celles qui l'étaient contenaient une grande quantité d'informations sur la situation générale et (2) présentées avec des images visiblement produites en interne accompagnées de textes en gros titres, d'images amateur et/ou de télévision publique. En complément, les tendances des interviews avec les acteurs importants de l'événement ont été identifiées : (1) ces interviews sont généralement incluses dans des reportages préparés plutôt qu'en direct, sur site ou en studio, (2) les journalistes se trouvaient le plus souvent sur les lieux de l'événement et (3) les questions étaient, le plus souvent, non perceptibles quand les acteurs importants des événements représentent une organisation internationale ou une institution / un gouvernement.

III.15. Remarques Conclusives sur l'Analyse des Institutions Dominantes

Les informations récoltées sur les institutions dominantes ainsi que sur les institutions publiques de l'information mettent en évidence des éléments spécifiques concernant les pays impliqués dans le Printemps Arabe. Le premier élément étant que les infrastructures n'étaient pas le principal défi pour publier ou accéder à des informations mais plutôt les lois de communication strictes mises en place par les régimes, qui ont conduit à l'exploitation partielle d'Internet comme outil de communication. Des lois similaires concernant la communication négative sur les officiels, le pays ou la religion ont pu être identifiées dans tous les pays de notre corpus d'informations, qui punissaient ces actes d'amendes et de peines de prison.

Tous les pays de notre corpus pratiquaient une surveillance et une censure strictes sur les contenus publiés ou consultés dans le pays, soit en instaurant une police ou une armée musclée qui enregistrerait les actions de la population en ligne ou en installant des caméras dans les cybercafés publics. Des sites internet et les applications bloquées ont été signalés dans tous les pays étudiés et, dans certains cas, des couvre-feux ont été imposés aux cybercafés. Pour censurer encore davantage les diffuseurs, des organisations de médias ont été fermées et, dans certains cas, des distributeurs de journaux étaient dirigés par les gouvernements et certains médias internationaux n'étaient pas autorisés dans le pays. Les journalistes internationaux étaient parfois déportés ou simplement interdits de séjour dans le pays et les journalistes locaux, internationaux et même les journalistes citoyens pouvaient être mis en détention, arrêtés,

torturés et parfois même tués par les autorités. Les pressions sur toutes sortes de diffuseurs – locaux ou internationaux, professionnels ou amateurs – étaient si fortes que de nombreux journalistes, professionnels et amateurs, étaient conduits à pratiquer l'autocensure.

Malgré ces pressions, nous avons pu remarquer que de nombreux pays ont utilisé les plateformes de réseaux sociaux comme Facebook et Twitter pour communiquer, soit entre eux, soit avec le reste du monde. D'autres services, comme Skype et Bambuser, ont aussi été utilisés pour communiquer des informations en direct avec le reste du monde. En complément, les SMS, les messages de groupe et les enregistrements médias sur des cartes mémoires se sont révélés être aussi d'autres moyens de communication pendant le Printemps Arabe.

La sélection des documents a été réalisée de manière très lucide afin de relater les histoires humaines du Printemps Arabe, plutôt que de se concentrer sur des images à sensation qui pourraient blesser ou choquer les spectateurs. De plus, de nombreux diffuseurs internationaux ont refusé de partager de la propagande en ne partageant pas de manière systématique des informations provenant de terroristes ou de certains régimes. Egalement, des individus identifiés comme terroristes, n'étaient pas joignables par les journalistes car c'était un crime de communiquer avec eux. Des décisions sélectives prises par des journalistes et des lois anti terroristes strictes ont pu contribuer inévitablement à la création de narrations « noires ou blanches » du Printemps Arabe du point de vue des « révolutionnaires » dans chaque pays.

Ne pouvant se résoudre à respecter les restrictions sur la presse, des organisations comme l'AFP et Crowdspeak ont communiqué avec les activistes afin de réunir des informations et d'obtenir des documents depuis les lieux où ils se trouvaient, inaccessibles aux journalistes professionnels, en utilisant des méthodes à la fois humaines et technologiques pour la vérification de ces informations.

Tous les pays avaient moins de 20 pour cent de représentation internationale et la majorité des images provenait du pays en lui-même. Le seul événement présentant moins de 70 pour cent d'image du pays lui-même était l'attaque au gaz sarin dans le Ghouta et cela est compréhensible du fait de la difficulté d'accessibilité. Les images utilisées pour représenter les événements du Printemps Arabe vont de manifestations pacifiques et d'équipement militaire aux conférences de presse et à la destruction. Des interviews sont utilisées pour relater la plupart des événements du Printemps Arabe avec une préférence pour les acteurs importants des événements, mais il y a également quelques interviews avec des experts sur le sujet et un peu moins avec des correspondants.

Ce chapitre d'analyse a permis de répondre à [QR1] - Comment les institutions dominantes de l'information ont-elles affecté le flux de l'information internationale pendant les événements du Printemps Arabe ? – et à [QR2] - Comment les événements du Printemps Arabe furent-ils représentés sous forme de reportages ?

Le prochain chapitre d'analyse se concentre sur la manière dont les contributions à l'information ont été utilisées pour construire les reportages internationaux.

IV. Théoriser le Rôle des Contributions à l'Information dans les Informations Internationales

Ce chapitre répond à notre troisième et dernière question de recherche : « Comment les contributions à l'information ont-elles été utilisées pour construire les reportages internationaux ? »

Nous avons identifié et sélectionné quatre types de contributions principales dans notre corpus d'informations : le contenu amateur, les chiffres et pourcentages, les citations et le contenu de télévisions publiques. Cela ne signifie pas que d'autres contributions n'ont pas été identifiées, comme les documents d'agences ou le contenu de télévisions internationales, néanmoins cette sélection de quatre types a été réalisée afin de pouvoir proposer des théories sur la construction des informations avec des types de contributions spécifiques. En conséquence, ce chapitre est divisé en quatre parties principales : (1) l'utilisation du contenu amateur, (2) l'utilisation de chiffres et de pourcentages, (3) l'utilisation de citations et (4) l'utilisation de contenu de télévisions publiques. Chacune de ces parties définit le type de contribution en fournissant des informations générales documentaires sur ce sujet, puis propose une théorie fondée sur la façon dont la contribution a été utilisée dans le corpus d'informations. L'objectif de la recherche était de trouver comment les médias grand public incorporent les contributions à l'information à leurs informations et également de comprendre le rôle et la fonction des contributions dans les informations.

IV.1. L'utilisation de Contenu Amateur

Notre corpus identifie seulement 28 vidéos d'informations (11%) où le contenu amateur a été clairement utilisé. Cela ne signifie pas que du contenu amateur n'ait pas été utilisé dans davantage de vidéos d'informations mais simplement que cela n'apparaissait pas clairement, même avec un regard analytique. Notre corpus montre que AJE utilise le plus de contenu amateur (50% du contenu amateur du corpus total et représentant 20% du corpus d'AJE), suivi par euronews (41% du contenu amateur du corpus total et représentant 13% du corpus d'euronews) puis France 24 (41% du contenu amateur du corpus total et représentant 5% du

corpus de F24), tandis que les vidéos de Press TV ne présentaient aucun contenu amateur, montrant que la chaîne se méfie des informations fournies par les amateurs.

Il est important de s'attarder sur la manière dont les médias grand public obtiennent et vérifient le contenu amateur. Nous avons pu remarquer, par exemple, que, parmi les vidéos utilisant du contenu amateur, toutes n'ont pas été présentées en tant que contenu amateur. Par exemple, certaines ont été présentées comme « vidéos amateur », tandis que d'autres étaient présentées comme « vidéos d'activistes », parfois mentionnant la plateforme, telle que YouTube, depuis laquelle la vidéo avait été obtenue, et dans certains cas la chaîne diffuseur n'avait pas identifié les images. Nous avons pu remarquer certains cas où le logo de l'amateur avait été laissé sur la vidéo, montrant clairement au public que les images n'appartenaient pas à la chaîne, mais pas clairement s'il s'agissait d'images d'une chaîne locale ou d'un amateur. Nous avons également remarqué un cas où le logo de l'amateur avait été masqué.

Essentiellement, le contenu amateur a été utilisé pour intégrer (1) de la propagande dans les informations, par lequel, nous avons pu noter que (i) le contenu amateur et le contenu de télévision publique étaient utilisés dans la même vidéo d'information afin d'imiter une objectivité. De plus, (ii) le contenu amateur a été parfois utilisé pour dissimuler un parti pris ou l'impossibilité pour le journaliste d'adopter une position neutre sur des événements à sensation. (iii) Du contenu amateur déjà intégré par les partenaires ou affiliés du diffuseur d'informations dans leurs vidéos d'informations serait conservé par des chaînes sœurs, tandis que les narrations seraient adaptées aux différents publics (par exemple euronews France et euronews English). Nous avons également remarqué que (iv) le journaliste n'enregistrait pas sa voix sur certaines parties des images amateur afin que le public s'identifie et compatisse avec les victimes d'un événement tragique. Les images amateur ont aussi été (v) utilisées comme contenu exclusif lors de situations où les images d'un événement étaient rares. Enfin, (vi) du contenu amateur a également été utilisé dans le but de choquer et/ou de divertir le public.

Une seconde catégorie, identifiée pour l'utilisation du contenu amateur dans les informations, est (2) l'élaboration d'informations censurées. Notre analyse dans le chapitre 3 nous a montré les pressions exercées sur la liberté d'expression et sur la liberté de la presse dans tous les pays de notre corpus et comment cela a conduit à des informations censurées. Cette catégorie identifie quatre façons selon lesquelles les journalistes ont tenté de montrer l'existence de la censure à travers leurs rapports d'informations. Nous avons pu remarquer que les chaînes d'information (i) utilisaient du contenu amateur pour indiquer au public le lieu de l'événement lors de l'intervention de personnes étrangères pour relater une histoire. De manière similaire, (ii) le contenu amateur a été utilisé dans le cas où les lieux de l'événement étaient inaccessibles par les journalistes, soit parce qu'ils y étaient interdits, soit parce qu'il était trop dangereux. Nous avons aussi pu voir que (iii) le contenu amateur avait été utilisé pour représenter des

événements qui auraient soulevé des questions éthiques ou légales pour les journalistes, telles que filmer un assaut ou la mort d'un individu. Enfin, nous avons aussi pu remarquer que (iv) le contenu amateur avait été utilisé lors d'une interview par téléphone afin de montrer des images des lieux. Toutes ces utilisations de contenus amateur montrent également que la chaîne d'information n'était pas présente sur les lieux pour filmer ces images elle-même et donc, indirectement, souligne le problème de la censure sur les lieux de l'événement.

IV.2. L'Utilisation de Chiffres et de Pourcentages

Peu de vidéos de notre corpus utilisent des chiffres et des pourcentages ; trois ont été produites par euronews (des chiffres sans source mentionnée) et une par AJE (chiffres avec leur source). Essentiellement, nous avons trouvé deux façons d'utiliser des chiffres et des pourcentages dans les informations internationales. La première catégorie, (1) utilise des chiffres et des pourcentages (dates, durées) pour présenter des vidéos d'informations éducatives, peut être réalisée de deux manières différentes : (i) en utilisant les chiffres et les pourcentages pour présenter des dates et le nombre de nations ayant signé une convention et (ii) pour produire des vidéos d'informations éducatives. La seconde catégorie (2) utilise des chiffres et des pourcentages (taille d'une foule, informations de recensement, nombre de victimes) dans les informations internationales pour présenter le contexte environnemental afin de gagner la confiance du public et / ou l'informer sur l'intérêt politique ou l'insécurité dans la région et se traduit principalement de trois manières différentes : (i) l'utilisation de chiffres et de pourcentages pour arrondir un compte quand le chiffre exact n'est pas connu par manque de sources officielles, (ii) l'utilisation de chiffres et de pourcentages pour présenter un nombre de victimes afin d'insister sur la dangerosité de la situation et (iii) l'utilisation de chiffres et de pourcentages pour présenter des faits sur la région afin de partager le contexte de l'histoire et gagner la confiance du public.

IV.3. L'Utilisation de Citations

Parmi les 252 vidéos d'informations de notre corpus, 34 présentent des citations ou des déclarations. Euronews montre 14 vidéos avec des citations, Al Jazeera English en montre 10, Press TV 8 et seulement 2 vidéos avec des citations ou des déclarations pour France 24 English. Dès le début de notre analyse, nous avons pu distinguer différentes formes de citations ou de déclarations et même des non-citations (voir la proposition de théorie), un résultat d'éléments à la fois significatifs et représentatifs de notre corpus.

Une analyse des vidéos de notre corpus nous a amené à découvrir 12 manières différentes d'utiliser les citations dans les vidéos d'informations internationales. Ces 12 façons ont été classées en quatre méthodes distinctes : (1) des citations accompagnées de documents en support. Les documents en support peuvent inclure l'utilisation (i) de citations directes, (ii) de citations indirectes via les images d'une personnalité s'exprimant, (iii) le journaliste faisant face à la caméra, (iv) des citations contenues dans le titre de la vidéo et (v) nommer des événements dans une énumération chronologique. Des citations ont également été utilisées sans se référer à la source première des propos et cette méthode a été identifiée comme (2) citations non référencées. Des citations indirectes ont aussi été notées, par lesquelles l'organisation d'information (3) citerait des organisations / pays et cela pourrait être fait de différentes manières, à savoir : (i) citer les organisations / pays, (ii) citer la presse, (iii) parodier des déclarations et enfin (iv) citer des comportements / sentiments. La quatrième méthode de citation notée, identifiée comme (4) non-citations, se réfère au journaliste rapportant l'absence de commentaire par une source.

Notre analyse détaillée du corpus nous a menés à d'autres découvertes. Tout d'abord, nous avons pu proposer un *modus* pour les citations, un tableau qui présente six fonctions des citations et comment les journalistes arrivent à ces fonctions : (1) faire des citations directes, (2) insister sur les citations, (3) pour qualifier ou décrire, (4) pour présenter des citations d'action, (5) pour présenter des non-citations et enfin (6) pour présenter des citations sans identifier les sources.

Ensuite, notre analyse nous a conduit à une proposition sur la manière selon laquelle les médias présentent / citent les médias : (1) en résumant ou en mettant en évidence une publication de média, (2) en qualifiant une organisation de média ou un auteur (« ils sont contre », « la référence n'est pas partagée par... »), (3) en qualifiant l'information publiée (« un rapport d'information a révélé que... », « a été répété... », « a rédigé un article retentissant sur... »),

ou (4) en donnant une citation directe (« il a été annoncé que... », « le rapport dit que... », « une image de publication diffusée... », « a été témoin d'un événement... ») et (5) en regroupant les médias ensemble (« tous les organes de presse partout dans le monde... », « des rapports disent que... »). Les rôles de telles introductions ont aussi été notés, respectivement : (1) pour résumer/interpréter/présenter ce qui a été dit, pour interpréter un événement par une analyse, pour partager les gros titres ou le message principal / la couverture de la publication, (2) pour interpréter le point de vue d'une publication avec assurance, comme s'il s'agissait d'un fait, (3) pour dévoiler de façon dramatique des informations publiées par une source officieuse peu importante qui n'ont pas été annoncées par une source officielle, pour présenter une opinion partagée par une publication, (4) pour partager une information donnée par une autre organisation de média en citant ce à quoi une publication se réfère et (5) pour généraliser l'opinion des médias sur un sujet.

Puis, notre analyse a trouvé que les citations pouvaient parfois être utilisées avec dérision en (1) présentant d'anciennes publications ou (2) des porte-paroles, pour souligner les erreurs.

Enfin, notre analyse s'est concentrée sur la représentation des pays et des organisations via l'usage de citations, conduisant à des résultats spécifiques. Les citations de pays sont introduites en partageant les changements récents ou l'histoire d'un pays, en qualifiant les déclarations officielles en partageant des informations sur les relations entre le pays et l'organisation, le pays, l'individu faisant l'objet du commentaire, en expliquant l'importance d'un événement pour un pays malgré une non-citation et en expliquant les aspirations d'un pays ou d'une organisation.

Les Etats Unis ont été représentés de façon négative, comme étant impliqué dans les soulèvements Arabes, tout spécialement en étant en violation des résolutions de l'ONU dans leur intervention militaire en Libye, de négliger la situation en Egypte et en agissant de manière suffisante et menaçante. Les Etats Unis sont aussi décrits comme étant anti-Russie et anti-Assad, des alliés de la France et du Royaume Uni et soutenant les manifestants en Syrie. Bahreïn est représenté comme un allié des Etats Unis dans les citations. La Chine apparaît comme soutenant le régime Libyen et anti-Etats Unis. L'Egypte est décrite comme un pays divisé avec des Egyptiens pro-Morsi et anti-Morsi. La France est décrite comme professionnelle dans les investigations sur l'attaque au gaz sarin mais critiquée pour son intervention en Libye. Le Royaume Uni apparaît comme négligeant l'Egypte, comme étant anti-Assad, professionnelle dans les investigations sur le sarin et critiquée pour son intervention militaire en Libye. L'Arabie Saoudite est représentée comme soutenant les militaires Egyptiens. Israël, comme les Etats Unis, est accusé d'être impliqué dans les soulèvements, en collaboration avec les Etats Unis et d'être prudent concernant la situation en Egypte. La Libye est représentée comme un pays divisé, où le régime apparaît comme patriotiquement responsable, victimes de l'OTAN et

des rebelles, mais déterminé et peu enclin au compromis. Le NTC, au contraire, apparaît comme ouvert à la négociation et accueillant envers l'OTAN. La Russie est décrite comme peu digne de la confiance de l'ONU et ayant de l'influence sur la Syrie et sur le conflit non résolu, tout en étant contre l'OTAN et contre toute opposition à un gouvernement. La Syrie pendant le soulèvement apparaît comme un pays divisé où les manifestants sont des victimes, témoins de crimes et unis. Assad et le régime sont représentés comme des coupables non coopératifs qui croient en l'existence d'une conspiration contre eux. Le régime Syrien semble soutenir le coup d'état en Egypte. La Tunisie est représentée comme le pays qui a inspiré les soulèvements Arabes, qui a un pouvoir islamiste en place et qui est instable suite aux manifestations populaires mais dont l'armée maintient l'ordre. La Turquie est décrite comme Islamique, opposée au coup d'état en Egypte et offrant son aide aux réfugiés Syriens. Enfin, le Qatar est représenté unifié et pro-Egyptiens.

L'Union Africaine est décrite comme unie et importante pour l'Egypte. L'Union Européenne est représentée comme favorable à l'action militaire en Libye et contre le régime Libyen. L'ICRC et les ONG en général sont représentées comme défendant la paix et l'exactitude des informations. L'ONU est aussi représentée comme défenseur de la paix mais également manquant de poids et incapable de rétablir la paix en Syrie. L'OTAN est représentée à travers les Etats Unis, la France et le Royaume Uni et en violation des résolutions de l'ONU en Libye. La presse en général est qualifiée de véhémente, comme étant le porte-parole du gouvernement Chinois, comme étant dans l'erreur mais aussi comme étant digne d'intérêt.

IV.4. L'Utilisation de Contenu de Télévision Publique

L'utilisation de contenu de télévision publique, identifié dans 22 pour cent des vidéos d'informations de notre corpus, a été la plus conséquente avec AJE (30%) et euronews (27%) et moins avec Press TV (15%) et F24 (12%).

Nous avons pu remarquer que les images de télévision publique étaient intégrées aux vidéos d'informations internationales pour (1) présenter des informations officielles (i) en utilisant une conférence de presse pour exposer une vision du sujet avec des mots de politiciens, (ii) en utilisant des images de télévision publique d'une conférence de presse sans le son avec la voix du journaliste international en superposition pour présenter la narration de la chaîne internationale ou présenter les informations de façon neutre relatant l'histoire sous différents angles, (iii) en utilisant les images de télévision publique pour montrer les preuves

« officielles » d'un événement et (iv) en utilisant les images de télévision publique pour montrer des attaques contre le régime malgré que ces images n'aient pas été vérifiées. Ensuite, les images de télévision publique peuvent (2) représenter les lieux de l'événement de deux manières : (i) avec la voix du journaliste international pour insister sur l'atmosphère locale et le contexte de l'événement et (ii) avec des images des lieux lors de l'interview d'un expert par téléphone. Et enfin, nous avons pu voir des images de télévision publique être utilisées (3) pour montrer des images inaccessibles d'un événement, (i) en montrant des images remarquables de l'événement pendant que la voix du journaliste décrit les images, (ii) en montrant des événements dignes d'intérêt avec la voix du correspondant international au téléphone en direct, des gros titres et un logo spécifique pour l'événement et (iii) en partageant des vieilles images (archives) ou des politiciens ou des personnalités publiques qui sont décédées ou qui se trouvent dans des lieux inconnus.

V. Conclusion de la Thèse

Cette thèse s'est inspirée de diverses théories de mise sur agenda, qui déclarent que les informations ne nous disent peut-être pas comment penser, mais nous disent très certainement quels événements se sont produits et donc qu'en penser. C'est à partir de ce point de départ que notre recherche a remis en question la manière selon laquelle les événements des informations étaient représentés pour les publics qui ne sont pas directement témoins des événements et doivent donc en faire l'expérience à travers les perceptions et les interprétations de journalistes. Tant que certains événements mondiaux seront inaccessibles pour cause de conflits dangereux et tant que les limites spatiales et temporelles ne pourront pas être ignorées, le besoin de rechercher et d'optimiser la représentation d'un événement, afin qu'une plus grande partie de la population mondiale le comprenne de façon précise et exacte, ne cessera jamais d'exister. Ce chapitre de conclusion finale fournit une vue d'ensemble des quatre chapitres précédents en mettant en évidence nos questions de recherche et notre méthodologie en résumant nos méthodes d'analyse et notre développement de recherche. Nous partageons ensuite les leçons apprises de nos deux chapitres d'analyse et proposons également des recommandations sur la manière dont notre recherche pourra jouer un rôle dans les travaux, à la fois, des chercheurs et des professionnels des médias. Enfin, nous donnons un aperçu des problèmes de représentation dans les informations internationales qui ont pu être observés dans notre recherche ainsi que des recommandations afin de les résoudre.

Le chapitre 1 nous a proposé une vue d'ensemble des trois questions de recherche abordées dans notre thèse : [QR1] : Comment les institutions dominantes de l'information ont-elles affecté le flux de l'information internationale pendant les événements du Printemps Arabe ? [QR2] : Comment les événements du Printemps Arabe furent représentés sous forme de reportages ? Et [QR3] : Comment les contributions à l'information ont-elles été utilisées pour construire les reportages internationaux ?

En étudiant les informations internationales, cette thèse contribue aux travaux précédemment réalisés dans le domaine de la représentation des informations internationales, insistant ainsi sur l'importance de la représentation des informations pour les publics distants. L'objectif premier de cette thèse a été, tout d'abord, de construire un corpus unique de vidéos d'informations déjà diffusées par des chaînes d'information spécifiques, basées, à la fois, au Moyen Orient et en Occident, et qui diffusent au niveau international en Anglais : Al Jazeera English, Press TV English, euronews English et France 24 English, sur des événements du Printemps Arabe afin de répondre aux questions de recherche mentionnée précédemment.

Ensuite, en construisant un corpus d'histoires d'information recouvrant plusieurs événements du Printemps Arabe, notre thèse cherche également à étudier la manière selon laquelle ces événements furent mis en images dans les histoires d'informations internationales selon certains champs spécifiques. Enfin, notre but était de proposer des théories sur les informations à partir d'un ensemble de données qui puissent être applicables à la production d'informations internationales.

Le chapitre 2 a souligné la méthodologie utilisée pour mener notre recherche et pour répondre à nos questions de recherche. Ce chapitre a discuté du bien-fondé de l'approche de type Théorie Ancrée, introduite par Scott & Glaser (Scott & Glaser 2006; Glaser 2010) et développée par Charmaz (Charmaz 2006) ainsi que par Strauss & Corbin (Strauss & Corbin 2008), pertinente pour les études sur les médias, et en particulier notre thèse, afin de construire ou de développer des théories ancrées dans les données. Le chapitre discute également de l'importance de l'Analyse Critique du Discours, une approche pluridisciplinaire, dans le cadre d'études sur les médias, initialement mise au point par l'Ecole de Francfort (Habermas 1983; Strinati 2004; Goffman 1974; Gramsci 1992) et développée par Van Dijk (van Dijk 1993; van Dijk 1988; Van Dijk 1998; Van Dijk 2011) et Fairclough (Fairclough 2003) et également détaillée par Rose (Rose 2014), qui nous a encouragé à, non seulement, étudier les textes produits mais aussi les producteurs de textes en se servant d'interviews semi directives avec les producteurs d'informations dominants, des données analysées depuis notre corpus d'informations et des références documentaires existantes que nous avons appliquées à notre analyse.

Notre fondation théorique, également discutée au chapitre 2, a été bâtie en utilisant, à la fois, des théories sur la communication et des théories sur l'information afin de comprendre comment les événements étaient perçus (Schramm 1955; Russell 1921; Devèze 2004) avant d'être interprétés (Schramm 1955; Moles 1968; Devèze 2004; Goffman 1974; Hall 1980; Hall 1973; Hall 2009; Jakobson 1959; Jakobson 1960; Jakobson 1977; Barthes et al. 1990) et d'être enfin construits pour former l'information. De ce fait, nous avons étudié différentes définitions de l'information (Harrison 2005; Nossek 2010; Cook 1998) et les narrateurs de l'information en observant les flux de l'information en ligne et internationaux (Galtung & Holmboe Ruge 1965; Maxwell Hamilton & Jenner 2004; Van Leuven et al. 2015; Castells 2011). Nous avons argumenté que, bien que les informations soient bel et bien un produit, ce n'est pas un produit co-construit, mais davantage un produit constitué de contributions de plusieurs acteurs. Nous avons défini la co-construction comme le résultat d'une création conjointe (Jacoby & Ochs 1995) et, bien que plusieurs études aient montré que chaque déclaration était le résultat d'une co-construction (Bakhtin 1981; Bakhtin 1984; Bakhtin 1986), allant des premiers mots d'un enfant (Ferguson 1964; Brown 1977; Cross 1977) aux moments d'interaction (Jacoby & Ochs 1995; Goodwin et al. 2002), aux relations (Ochs et al. 1993) et même à la connaissance

(Bordage 2010; Diakhaté & Akam 2016), nous avons mis en avant, en utilisant le point de vue de Fairclough, que le monde est interprété (imaginé) socialement, plutôt que construit socialement. En conséquence, nous soutenons que les informations ne devraient pas être perçues comme co-construites, car, bien qu'il y ait plusieurs sources documentaires contribuant à ces informations, elles sont produites seulement par l'organisation qui les diffuse. Les contributeurs à l'information n'ont pas leur mot à dire sur la manière selon laquelle les documents qu'ils fournissent seront utilisés. Nous discutons également du fait que définir les informations en tant que produit co-construit décharge les journalistes de leur responsabilité de fournir des informations exactes, et donc la responsabilité d'exactitude des informations cesse d'exister. Nous croyons que les journalistes récoltent des documents, contributions de plusieurs sources, et choisissent comment construire les informations à partir de cette matière première. Cette position influence notre analyse, qui, dans le chapitre 4, se concentre sur la manière selon laquelle les documents sont intégrés à la production d'informations.

Le chapitre 2 définit les informations comme un produit des organisations de l'information, par lequel à la fois les organisations et le journaliste travaillant pour l'organisation, individuellement, sont impliqués dans la production des informations (Domingo et al. 2008; Becker & Coffey 2004; Pinto 1997; Ostertag & Tuchman 2012). Bien que nous ayons établi que les informations ne soient pas une co-construction, nous avons également montré que la production d'informations était influencée par plusieurs éléments, allant du journaliste lui-même et des procédures des médias à l'idéologie et la culture de l'organisation de média (Gans 2004; Altmeppen 2008; Shoemaker & Reese 1996; Hanitzsch 2005; Preston 2008). En conséquence, les institutions dominantes de l'information lors des événements du Printemps Arabe ont été étudiées dans le chapitre 3. Les nouvelles influences sur la sélection, telles que les valeurs des informations internationales (Galtung & Ruge 1965; Wu 2000) ainsi que les procédures de sélection de l'information (Efron 1972; Entman 1993; Gitlin 1982), y compris la propagande, la censure (Herman & Chomsky 1988) et l'orientalisme (Said 1978) ont également été étudiés, parmi lesquelles nous avons aussi rassemblé des travaux récents sur le néo-orientalisme dans les informations sur le Printemps Arabe (El-Mahdi 2011; Ventura 2017). Pour étendre notre compréhension de la mise en images des informations, nous avons également observé la façon selon laquelle les mouvements sociaux sont décrits dans les informations (Wouters 2013) et étudié les modèles de paradigme utilisés pour construire les histoires d'information sur les manifestations (Chan & Lee 1989; McLeod & Detenber 1999). Ces études, qui mettent en évidence des représentations de violence dans les informations sur les manifestations, nous ont encouragés à rechercher les scènes de violence dans notre corpus.

Le chapitre 2 définit clairement la phase de construction de notre corpus, qui peut revêtir un intérêt pour des chercheurs souhaitant construire un corpus de données utilisant l'approche de

la Théorie Ancrée. Ce chapitre identifie également toutes les étapes suivies pour l'obtention, la recherche, la transcription et la codification des vidéos d'informations. La méthodologie adoptée peut être adaptée à d'autres études et d'autres disciplines du domaine des sciences humaines et sociales, et donc n'est pas restrictive aux recherches sur les médias.

Le chapitre 3 identifie les institutions média dominantes comme Al Jazeera English, Press TV English, euronews English et France 24 English. De plus, l'agence de presse AFP est aussi identifiée comme une agence de presse internationale dominante et Crowdspark est également identifié comme une autre agence de presse internationale dominante, qui regroupe du contenu généré par des utilisateurs. Ces organisations sont, bien sûr, seulement représentatives des organisations d'information internationales responsables de la communication d'informations sur les événements du Printemps Arabe au reste du monde. Nous avons tenté d'offrir une vue d'ensemble de la structure de chaque organisation, de ses mécanismes d'obtention d'informations, des formations qu'elle dispensait et de ses mesures de sécurité, à la fois, à partir d'une recherche documentaire et d'interviews semi-directives, tandis qu'une vue d'ensemble de la manière dont elles ont couvert les événements du Printemps Arabe était issue de notre corpus d'informations. L'objectif de ce chapitre était d'apporter des réponses à nos deux premières questions de recherche : [QR1] : Comment les institutions dominantes de l'information ont-elles affecté le flux de l'information internationale pendant les événements du Printemps Arabe ? [QR2] : Comment les événements du Printemps Arabe furent-ils représentés sous forme de reportages ? Notre étude de ces organisations nous a conduits à différents résultats.

Le chapitre 3 a défini le type de couverture de chaque chaîne d'information et a mis en évidence certaines similitudes. Par exemple, toutes les chaînes d'information étudiées n'ont montré qu'une faible représentation internationale dans leurs vidéos d'informations sur le Printemps Arabe et toutes les chaînes ont intégré des interviews dans la majorité de leurs vidéos, à l'exception d'euronews, qui a présenté des interviews dans 49 pour cent de ses vidéos. Les questions d'interviews n'apparaissaient pas lors de la diffusion dans la majorité des vidéos. AJE, PTV et F24 ont présenté des questions apportant des informations sur la situation générale et des questions sur la nature des événements, tandis qu'euronews affichait une préférence pour les questions sur la manière, puis les questions apportant des informations sur la situation générale. AJE, PTV et euronews ont essentiellement présenté des interviews avec des acteurs importants des événements, tandis que F24 a préféré les interviews avec des correspondants. Les experts sur le sujet ont aussi été interrogés par AJE (30%) et PTV (49%). Une autre similitude remarquée, les lieux où se trouvaient les journalistes n'ont pas été révélés dans la majorité des interviews présentées par AJE, euronews et F24. Enfin, en termes de présentation

d'images, toutes les chaînes ont présenté des images d'informations comme étant produites en interne, c'est-à-dire, sans aucune autre source apparaissant sur les images.

Le chapitre 3 identifie également tous les pays représentés dans notre corpus d'informations en tant qu'institutions publiques dominantes de l'information et dont le (1) contexte d'information et de communication, (2) la liberté d'expression et l'accès à l'information et (3) la presse locale, professionnelle ou amateur, de chacun de ces pays ont été observés. Tous les pays étudiés, le Bahreïn, l'Égypte, la Libye, l'Arabie Saoudite, la Syrie, la Tunisie et le Yémen avaient des lois sur la communication et la presse autorisant la liberté d'expression et le libre accès à l'information avec, toutefois, des lois strictes contre l'accès à l'information ou le droit à la publication d'informations sur les personnalités gouvernementales, la religion, la sécurité publique ou tout autre sujet controversé dans le pays qui autorisaient les pressions sur les journalistes, les activistes et tous ceux qui cherchaient à obtenir des informations en ligne. Les actes de censure et de menace ont suscité la peur chez les diffuseurs de l'information locaux et internationaux, ce qui a encore davantage encouragé à l'autocensure. En termes de couverture des événements étudiés dans cette thèse, ils ont largement été relatés à l'aide d'interviews avec des acteurs importants des événements, à l'exception de l'événement en Arabie Saoudite, qui a été présenté avec des interviews d'experts sur le sujet et l'attaque au gaz sarin du Ghouta en Syrie, qui a également été présenté avec l'appui d'interviews d'experts sur le sujet. De plus, la moitié des interviews concernant la déclaration de guerre civile en Syrie présentait des correspondants, tandis que l'autre moitié mettait en scène des acteurs importants de l'événement. Il aurait été extrêmement difficile de s'entretenir avec des acteurs de l'événement dans le Ghouta tout comme il était probablement nécessaire d'avoir des experts pour expliquer le sarin au public. En Arabie Saoudite, la censure des journalistes étrangers est extrêmement stricte. En conséquence, en général, nous avons remarqué que les soulèvements étaient relatés par la population du pays, presque pour insister sur le caractère populaire des mouvements derrière ces soulèvements. Des études futures pourraient vouloir analyser les divers types de participants aux événements en observant de manière plus détaillée s'il s'agit de politiciens locaux ou internationaux, pro ou anti gouvernement et si le participant à l'événement représente une organisation humanitaire.

De plus, dans tous les cas, les images prises représentent le pays concerné et les personnalités internationales n'apparaissent que très peu. Les images qui représentent les événements dans tous les pays sont de natures très diverses pour chaque événement, mais les images des événements lors des soulèvements (Égypte, Syrie et Yémen) montrent généralement des scènes pacifiques et non pas des émeutes violentes, comme certains documents sur les manifestations (Wouters 2013), qui ont remarqué que des images violentes étaient habituellement utilisées pour représenter les manifestations dans les informations. Les émeutes violentes ont seulement

été mises en évidence lors des soulèvements Bahreïnais (38%) et Tunisiens (43% et 33%). L'équipement militaire a pu être remarqué dans de nombreux sujets sur les pays, principalement au Bahreïn (67%), lors du conflit Libyen (73%), lors de la mort de Gaddafi en Libye (43%), dans le Ghouta en Syrie (37%) et en Tunisie avec Ben Ali (44%), mais il apparaît que l'équipement militaire sert à représenter les pays qui rencontrent une forme de conflit et donc est représentatif de ces conflits. De manière similaire, des scènes de destruction ou des explosions ont pu être vues essentiellement dans les vidéos sur la mort de Gaddafi en Libye (64%), le conflit Libyen (65%), la démission des membres du gouvernement en Syrie (38%), la déclaration de guerre civile en Syrie (75%), Bouazizi en Tunisie (43%) et Ben Ali en Tunisie (44%). Les images de morts ou de souffrance sont marginales (11%) et concernent essentiellement la mort de Gaddafi en Libye (64%) et l'attaque au gaz sarin dans le Ghouta en Syrie (37%). Il est intéressant, toutefois, de remarquer qu'aucune image de mort ou de souffrance n'a été trouvée dans la déclaration de guerre civile en Syrie et que le conflit Libyen n'est représenté par de telles images que dans cinq pour cent des vidéos, comme s'il n'y avait pas de conflit.

Des études futures pourraient vouloir comparer les images des différents événements de conflits afin de vérifier et de comparer les représentations dominantes. Le conflit Libyen est largement représenté par des conférences de presse (49%) et les images représentant la déclaration de guerre civile en Syrie se concentrent uniquement sur la destruction.

Dans le chapitre 3, nous apportons également des réponses partielles à [QR3] : Comment les contributions à l'information ont-elles été utilisées pour construire les reportages internationaux ? – en identifiant les interviews comme une forme de contribution à l'information. Ce chapitre détaille les deux manières principales d'interviewer des correspondants et des experts sur le sujet.

Dans le chapitre 4, notre objectif est de répondre partiellement à [QR3] : Comment les contributions à l'information ont-elles été utilisées pour construire les reportages internationaux ? – en se concentrant sur quatre formes de contributions à l'information contenues dans notre corpus et à leur rôle dans les informations internationales : le contenu amateur, les chiffres et les pourcentages, les citations et le contenu de télévision publique. Des travaux futurs, pourront rechercher d'autres formes de contributions telles que les images d'informations internationales et les images d'agences de presse. Dans notre recherche, nous avons théorisé le rôle des contributions à l'information dans les informations internationales et nous avons découvert que le contenu amateur était utilisé principalement de trois façons : tout d'abord, pour construire des machines de propagande pour les gouvernements ou les diffuseurs d'information internationaux. Ensuite, pour construire des informations censurées. Et enfin, le

contenu amateur est incorporé dans les informations internationales pour créer une transparence démocratique.

Dans le chapitre 4, nous avons également proposé une théorie sur le rôle des chiffres et des pourcentages dans les informations et établi deux catégories principales de fonctions. Premièrement, les chiffres et les pourcentages ont été utilisés pour construire des vidéos éducatives. Ensuite, les tailles des foules, les informations de recensement et les nombres de victimes ont été utilisés pour présenter le contexte environnemental afin de gagner la confiance du public et aussi pour l'informer de l'intérêt politique ou de l'insécurité dans la région.

Dans le chapitre 4, l'utilisation des citations et des déclarations dans les vidéos d'informations internationales a fait l'objet d'une théorie selon laquelle nous avons pu observer que les citations étaient utilisées selon quatre manières spécifiques : (1) citations en utilisant des documents de référence, (2) citations sans référence, (3) citations d'organisations ou de pays plutôt que d'individus spécifiques et (4) non-citations, à savoir l'interprétation de ce qui n'est pas dit, tout en expliquant pourquoi cela a de l'importance. Ce chapitre fournit également un *modus* pour les citations d'information extraites de notre corpus pour (1) effectuer des citations directes, (2) insister sur des citations, (3) qualifier ou décrire, (4) présenter des citations d'action, (5) introduire des non-citations et (6) introduire des citations de sources inconnues. Ce chapitre définit et explique également les cinq manières selon lesquelles les médias ont été cités dans les informations et les rôles de telles introductions aux citations. La manière dont la population ou la presse sont moquées à travers les citations a aussi été observée et identifiée. De plus, nous avons étudié les façons selon lesquelles les pays et les organisations ont été cités en observant l'introduction de la citation et en analysant le rôle d'une telle introduction. Ce chapitre a donc détaillé les citations de plusieurs pays et de plusieurs organisations afin de comprendre comment ils ont été représentés, répondant, par conséquent, partiellement à [QR1] : Comment les institutions dominantes de l'information ont-elles affecté le flux de l'information internationale pendant les événements du Printemps Arabe ? – et [QR2] : Comment les événements du Printemps Arabe furent représentés sous forme de reportages ?

Des modèles de représentations extrêmes anti Etats Unis et anti Israël ont été observés dans les citations de Press TV. Toutes les chaînes d'information utilisent des citations pour représenter l'importance des Etats Unis au Moyen Orient, avec des références à l'OTAN et au rôle de l'Union Européenne dans le conflit Libyen. Egalement, nous avons pu observer des modèles de représentation de l'Egypte, de la Libye et de la Syrie comme des pays divisés et la Tunisie comme un pays en effervescence. L'ONU et les ONG sont représentées comme des avocats de la paix mais l'ONU est également représentée comme manquante de poids. Bien sûr, des études futures peuvent rechercher des modèles de représentations de plusieurs pays ou

organisations en considérant davantage que les citations, tels que le discours des journalistes en général ou les interviews

Le chapitre 4 identifie et détaille trois principales fonctions pour l'intégration de contenu de télévision publique dans les informations. Tout d'abord, le contenu de télévision publique a été utilisé pour présenter des informations officielles en (i) présenter une histoire sous un certain angle avec des mots de politicien lors d'une conférence de presse, (ii) supprimer le son d'une conférence de presse et citer les paroles du politicien en superposition vocale, (iii) montrer des preuves officielles d'un événement et (iv) montrer des attaques contre le régime, malgré que les images n'aient pas été vérifiées. Ensuite, les images de télévision publique sont utilisées pour représenter les lieux de l'événement (i) en montrant les images de télévision publique avec la voix du journaliste en superposition et (ii) en montrant les images de télévision publique lors d'une interview par téléphone avec un expert. Troisièmement, les images de télévision publique sont utilisées pour montrer les lieux d'un événement qui sont inaccessibles (i) en montrant les images de l'événement pendant que le journaliste parle en superposition, (ii) lors d'un flash spécial, avec la voix du journaliste en superposition, des gros titres et un logo pour l'événement et (iv) pour partager des images d'archives ou de personnalités publiques décédées ou disparues. Notre recherche sur la production d'informations internationales n'identifie pas uniquement les différents acteurs des informations et les façons selon lesquelles ils produisent les informations. Elle met également en lumière les problèmes rencontrés dans la représentation des événements, qui peuvent être qualifiés, à la fois, (1) d'organisationnels et (2) de politiques. Les problèmes organisationnels se retrouvent dans les organisations d'information et dans la manière selon laquelle elles trouvent et embauchent les journalistes. Au contraire de ce que les organisations d'information déclarent, nos interviews avec des journalistes nous ont montré que ces derniers ne bénéficient pas toujours de formation adéquate ou d'assurance pour travailler dans des zones de conflit. Les journalistes qui travaillent pour ou avec les organisations d'information peuvent avoir trois statuts différents : (i) journalistes permanents qui ont des contrats avec les organisations d'information et donc sont salariés et sous la responsabilité de l'organisation, (ii) les *freelancers* ou journalistes indépendants qui vendent leurs informations aux organisations ou travaillent sur des missions avec ou sans contrats avec les organisations et donc ne sont pas sous la responsabilité des organisations et (iii) les contributeurs à l'information qui sont payés en fonction du contenu envoyé aux organisations d'information et donc ne sont pas sous la responsabilité des organisations. Dans de nombreux cas, des journalistes inexpérimentés sont envoyés pour travailler dans des zones de conflit, sans pour autant recevoir de formation ou d'assurance, ni même d'équipement de protection. Le journaliste expérimenté, qui accepte une mission pour enrichir son CV dans un pays qu'il ne connaît pas va probablement donner une représentation inexacte du pays. De même, l'activiste, qui connaît bien le pays sur lequel il

fournit du contenu, aura tendance à exagérer certains aspects qui le concernent ou minimiser l'importance d'autres événements. Le journaliste indépendant, tout comme le contributeur de contenu, vont être liés à des informations qui se vendent et donc produire des informations qui pourront être vendues, conduisant à une simplification des événements dans les informations. D'un autre côté, l'ambiguïté des informations a pu être observée dans les vidéos d'informations de notre corpus, dans lesquelles les informations relatées ne semblaient pas claires ou faciles à comprendre car aucune explication détaillée n'était fournie par le diffuseur d'informations. Par exemple, nous avons remarqué que, soit les sources n'étaient pas citées, soit elles ne l'étaient pas clairement, qu'il s'agisse d'une interview, une citation, un chiffre ou un pourcentage ou simplement des images diffusées. Nous recommandons que cette source soit clairement définie, que les personnes interrogées lors d'interviews et celles citées dans les informations soient identifiées par leurs noms complets et leurs fonctions. De plus, toute séquence vidéo ou images qui n'auraient pas été prises par l'organisation devrait être clairement identifiée avec l'identité de la personne ou de l'organisation qui a fourni ce document. Les organisations locales devraient également être clairement identifiées afin que les spectateurs internationaux comprennent si elles sont pro-gouvernementales, si elles appartiennent à l'opposition ou autre. Lorsque des déclarations officielles sont présentées, il est important que les publics comprennent l'importance de ce message ; s'il a été délivré par un représentant du gouvernement en place, un gouvernement temporaire, un membre de l'opposition ou d'un parti spécifique. A une époque où la surcharge d'information a conduit à des doutes sur la véracité et l'exactitude des informations, il est important que les professionnels de l'information donnent à leurs publics des éléments essentiels concernant les informations qu'ils leur présentent afin qu'ils puissent décider par eux-mêmes plutôt que d'avoir des informations interprétées et analysées par des journalistes suivies de conclusions qui leur sont imposées. Des études futures sur le statut des journalistes dans différents pays ou différentes organisations peuvent être réalisées afin de mieux comprendre comment le problème de représentation est lié aux statuts des journalistes. De plus, il peut être intéressant d'étudier davantage l'identification des sources dans les bulletins d'information pour mieux comprendre exactement pourquoi de nombreuses vidéos d'informations n'identifient pas leurs sources.

Des problèmes politiques ont aussi été identifiés comme étant à la source de la mauvaise interprétation de certains événements. Tous les pays inclus dans notre corpus d'informations sur les événements du Printemps Arabe se sont avérés pratiquer une forme de censure en interdisant les journalistes complètement, partiellement, ou en les menaçant jusqu'au point l'autocensure était une habitude pour eux et les organisations d'information. Nous avons pu observer que l'environnement politique précaire au Moyen Orient avait donné naissance à des régimes qui avaient prédéfini les limites de la réalité que les journalistes étaient autorisés à

présenter à leurs publics et ces limites avaient été redéfinies par de nouvelles autorités, rendant très difficile le journalisme légal. Le meilleur exemple de lutte contre la censure et l'autocensure s'est retrouvé dans le programme de formation de *stringers* de l'AFP en Syrie, à travers lequel des amateurs, résidents du pays, étaient entraînés à produire des images neutres et de qualité pour l'AFP. L'efficacité de telles pratiques doit être étudiée davantage et comparée aux autres démarches existantes afin de recommander des méthodes éprouvées pour représenter les événements de manière exacte en dépit des facteurs de censure et d'autocensure.

Notre recherche contribuera à la documentation sur les différentes organisations de l'information de notre corpus : Al Jazeera English, Press TV, euronews et France 24, ainsi que les agences de presse AFP et Crowdspeak. Notre recherche comble surtout un vide documentaire sur Press TV, France 24 et Crowdspeak, car peu de recherche a été consacrée à ces organisations. Notre recherche contribue également à la connaissance sur la manière selon laquelle les différents pays du Printemps Arabe ont été représentés dans les informations internationales, tout en fournissant une situation sur l'accès à l'information et à la publication dans les différents pays étudiés. Nos théories sur les informations aideront, à la fois, les chercheurs dans le domaine des médias et les professionnels des médias à comprendre le rôle des différents contenus dans les informations internationales, pour lesquels ils pourront se référer à nos théories sur l'utilisation des interviews, le choix des interviews et les contributions à l'information, à savoir : le contenu amateur, les chiffres et les pourcentages, les citations et le contenu de télévision publique. Enfin, notre méthodologie de recherche, définie comme un système méthodique, pourra être utilisée par d'autres chercheurs des sciences sociales pour être adaptée à d'autres études qui cherchent à construire des théories ancrées dans les données.